ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1611 – 28 mai 1999 – prix : 9F

Assez de cadeaux au patronat

Pour créer des emplois, il faut prendre sur les profits capitalistes

Dites-le en votant pour la liste LO-LCR!

Kosovo :

L'OTAN veut sa victoire...

avec la peau des Serbes et des Kosovars

(pages 4 et 5)

M 6189 - 1611 - 9,00 F

SOMMAIRE

Kosovo

4/5 – Les dirigeants impérialistes veulent la capitulation de Milosevic avec le sang des peuples
– Réfugiés: un retour hypothétique
– La seule opposition à Milosevic viendra des peuples

Tribune

6 – Dites que vous ne vous laisserez pas faire, ni par les patrons ni par le gouvernement de gauche qui mène une politique de droite.

Leur société

6 – Corse: assassinat d'un préfet et gangstérisme d'État

11– Conseil régional de Lorraine: une pluie de subventions
– Ségolène Royal et l'affaire de la directrice d'école rétrogradée

16– La deuxième loi sur les 35 heures
– Affaire Elf: milliards envolés et licenciements programmés

La Fête de Lutte Ouvrière

7 à 10
– Les photos de la Fête
– Extraits des interventions d'Arlette Laguiller et d'Alain Krivine

Dans les entreprises

12 – Elf: non aux suppressions d'emplois!
– La grève des personnels de musées
– Hôpital Saint-Antoine (Paris): le ménage se rebiffe

13 – SNCF: consultation bidon sur les 35 heures
– Air France: les 35 heures à la sauce du patron

14 – Bosch-ELM Leblanc (Drancy-93): non aux licenciements
– La Poste et les emplois-jeunes

Lire

15 – 28 mai, anniversaire de la fin de la Commune:
•Réédition: Louise Michel: *La Commune, histoire et souvenirs*
•*Le cri du peuple* de Jean Vautrin
– *Desperados* de Joseph O'Connor

Réunions publiques

avec ARLETTE LAGUILLER et ALAIN KRIVINE

• BORDEAUX

Vendredi 28 mai à 20h30

Espace la Médoquine
224, cours Maréchal-Galliéni à Talence

• LILLE

Lundi 31 mai à 20 heures

Salle «le Splendid»
(Lille-Fives, Mont de Terre)

• NANTES

Mercredi 2 juin à 20h30

Salons Mauduit
10, rue Arsène-Leloup
Arrêt du tram: Chantiers-Navals

• LYON

Jeudi 3 juin à 20 heures

Espace Tête d'Or
103, Bd Stalingrad
Villeurbanne

• DIJON

Vendredi 4 juin à 20 heures

Palais des Congrès

• MARSEILLE

Samedi 5 juin à 15h30

au Château des Fleurs
16, Bd Michelet
Métro: Rond-Point-du-Prado

• STRASBOURG

Lundi 7 juin à 20h30

Palais des Congrès
Place de Bordeaux

• AMIENS

Mardi 8 juin à 20h30

Centre Mégacité

• RENNES

Mercredi 9 juin à 20h30

au Triangle
Boulevard de Yougoslavie

• TOULOUSE

Jeudi 10 juin à 20h 30

Salle Jean Mermoz
(piscine municipale)
Allée Gabriel-Biénès

• ROUEN

Vendredi 11 juin

à la Halle aux Toiles.

avec ARLETTE LAGUILLER

• ORLEANS

Samedi 29 mai à 18heures

Salle Fernand-Pellicer
Avenue de la Bolière,
à La Source

A la veille des élections européennes:

LEUR EUROPE EST CELLE DES FINANCIERS, IL FAUT CONSTRUIRE L'EUROPE DES PEUPLES.

Une brochure de Lutte Ouvrière
Texte de l'exposé du Cercle Léon Trotsky du 19 mars 1999
Prix: 5 F
Envoi contre 7 F en timbres.

AIDEZ-NOUS, VERSEZ À LA SOUSCRIPTION POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

ATTENTION : tous les dons sont à envoyer à Monsieur Jean-Pierre DEFFEYES, mandataire financier d'Arlette Laguiller, désigné le 19 décembre 1998, C/O Lutte Ouvrière BP 233, 75865 Paris Cedex 18 ou C/O Ligue Communiste Révolutionnaire, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

Conformément à l'article L. 52-9 du Code électoral, ce mandataire financier, désigné le 19 décembre 1998, est seul habilité à recueillir des dons en faveur de Mme Arlette Laguiller dans les limites précisées à l'article L. 52- 8 du Code électoral reproduit ci-dessous:

Article L. 52-8: Réglementation des dons

Les dons consentis par une personne physique dûment identifiée pour le financement de la campagne d'un ou plusieurs candidats lors des mêmes élections ne peuvent excéder 30000 F.

Les personnes morales, à l'exception des partis et groupements politiques, ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat, ni en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ni en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués.

Tout don de plus de 1000 F consenti à un candidat en vue de sa campagne doit être versé par chèque.

Le montant global des dons en espèces faits au candidat ne peut excéder 20 p. 100 du montant des dépenses autorisées lorsque ce montant est égal ou supérieur à 100000 F en application de l'article L. 52-11.

Aucun candidat ne peut recevoir, directement ou indirectement, pour quelque dépense que ce soit, des contributions ou aides matérielles d'un Etat étranger ou d'une personne morale de droit étranger.

Par dérogation au premier alinéa de l'article L. 52-1, les candidats ou les listes de candidats peuvent recourir à la publicité par voie de presse pour solliciter les dons autorisés par le présent article. La publicité ne peut contenir d'autres mentions que celles propres à permettre le versement du don.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

internet : http://www.worldnet.fr/~lo-uci e-mail : lo-uci@worldnet.fr

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 16 400 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :

– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,

– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

FAISONS-NOUS RESPECTER !

Décidément, le gouvernement Jospin est un spécialiste des cadeaux au grand patronat et des mesures antiouvrières, présentées comme des « avancées sociales ». Après la première loi sur les 35 heures, qui donnait aux patrons la possibilité d'imposer une flexibilité accrue, c'est-à-dire d'obliger les salariés à effectuer des heures supplémentaires (non majorées) et à travailler le samedi en fonction de la recherche du profit maximum, le projet de loi sur le financement du passage aux 35 heures constitue un nouveau cadeau (à peine) déguisé au patronat.

D'abord, pourquoi financer les 35 heures ? Depuis des années, les salaires sont quasiment bloqués, alors que les grandes entreprises de ce pays n'ont cessé d'engranger des bénéfices records. Elles auraient très bien pu supporter des diminutions d'horaires sans diminutions de salaires.

Mais le gouvernement de la « gauche plurielle » ne veut surtout pas contraindre les patrons à quoi que ce soit. Il a donc prévu d'offrir une compensation, de taille, au patronat : une baisse des charges sociales sur tous les salaires qui ne dépassent pas 1,8 fois le SMIC, c'est-à-dire sur les salaires de la grande majorité des travailleurs de ce pays. Et après cela, on nous expliquera que, si le budget de la Sécurité sociale est en déficit, c'est parce que les gens se soignent trop !

Mais cet argent qui ne rentrera pas dans les caisses de la Sécurité sociale, il va falloir le sortir d'ailleurs. Le gouvernement a bien parlé d'instituer une « éco-taxe » sur les entreprises qui polluent et qui consomment beaucoup d'énergie, d'augmenter un peu aussi l'impôt sur les bénéfices des entreprises (qui est encore loin d'être au niveau où il était sous Giscard). Mais cela, c'est pour la galerie, pour avoir l'air de faire payer un peu les entreprises, car cela ne compensera pas (sinon, pourquoi toutes ces complications ?) l'énorme cadeau fait au patronat.

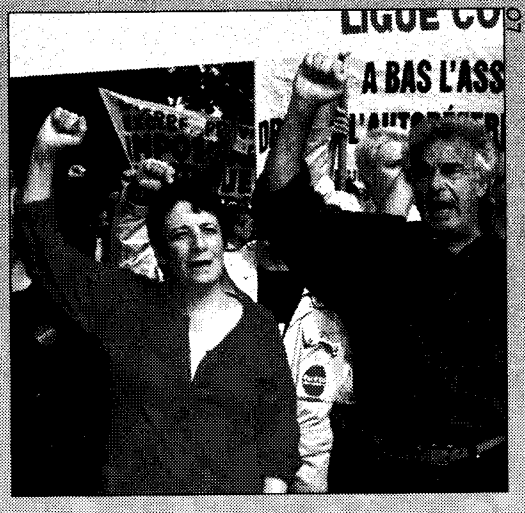
Et en définitive, c'est une fois de plus aux travailleurs que le gouvernement va essayer de faire payer la note de ses largesses au patronat. Il suffit pour s'en convaincre de voir comment ont opéré les différents gouvernements qui se sont succédé ces dernières années : en augmentant la TVA (et Jospin n'est pas revenu sur cette mesure de Juppé) et la CSG.

Or il s'agit, dans les deux cas, d'un mode de financement particulièrement inique, puisque (contrairement à ce qui se passe pour l'impôt sur les revenus) ce sont les mêmes taux d'imposition qui sont appliqués pour tout le monde, sur les maigres salaires de ceux qui ne perçoivent pour vivre que le SMIC, voire moins, comme sur les revenus des plus fortunés.

Bien évidemment, on va encore nous dire que ces mesures sont faites pour « inciter » les patrons à créer des emplois, en diminuant le « coût du travail ». Mais depuis des années que tous les gouvernements appliquent les mêmes recettes, il est clair que ces « incitations » n'ont jamais amené à la création d'emplois. Le gouvernement « incite ». Le grand patronat empoche... et réclame encore davantage, sans manifester la moindre reconnaissance, ce qui est dans l'ordre des choses car les riches n'éprouvent pas le besoin de manifester de la reconnaissance à leurs larbins.

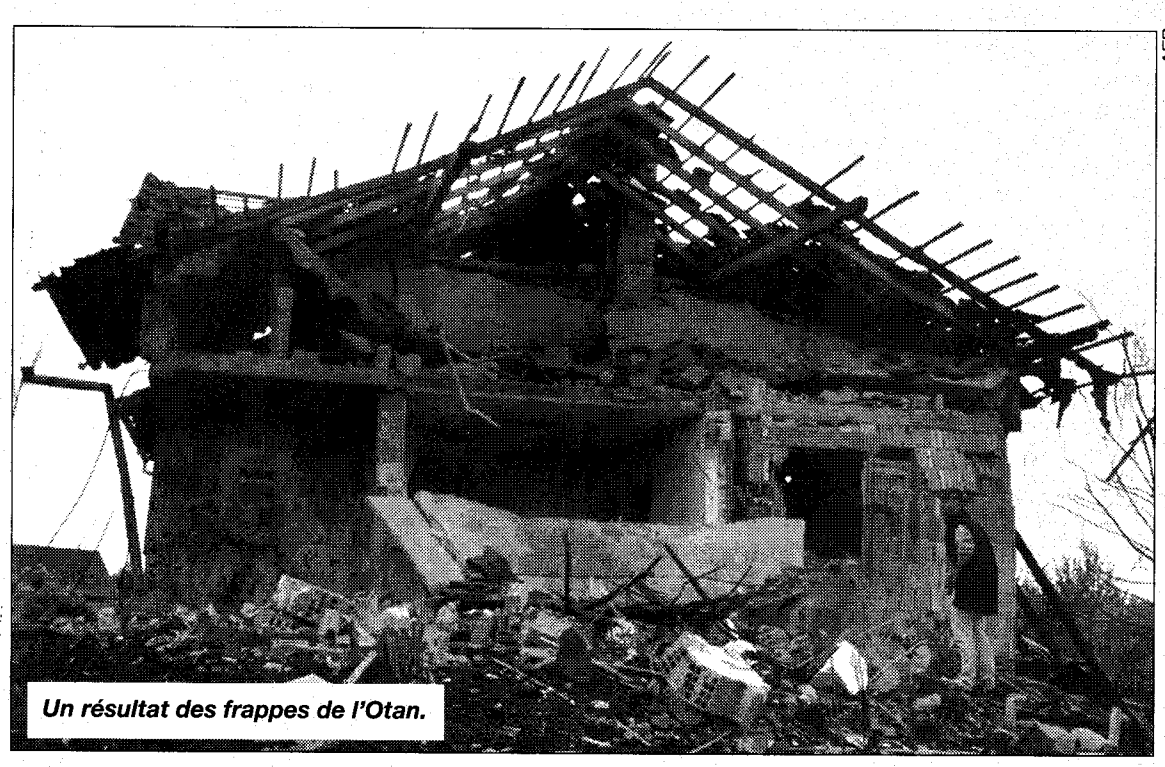
Aux travailleurs, ce gouvernement qui se prétend de gauche se contente d'offrir des bonnes paroles, en espérant qu'ils se contenteront de cela. Eh bien, nous devons montrer aux possédants, et au gouvernement à leur service, qu'il n'en est rien. Et cela, nous pourrons le dire à l'occasion des prochaines élections européennes, en votant pour la seule liste qui dénonce tous les cadeaux faits au patronat, et qui affirme qu'il faut au contraire prendre sur les profits capitalistes pour créer des emplois et lutter vraiment contre le chômage, la liste présentée par Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire. Plus nous serons nombreux à le faire, plus ils sauront que monte la colère du monde du travail.

ARLETTE LAGUILLER
et
ALAIN KRIVINE
au ZÉNITH
à PARIS
(Porte-de-Pantin)
Dimanche 6 juin à 15 h



LES DIRIGEANTS IMPÉRIALISTES VEULENT OBTENIR LA CAPITULATION DE MILOSEVIC... AVEC LE SANG DES PEUPLES

A la suite de l'accord du 6 mai entre les puissances du «G8», c'est-à-dire incluant la Russie, ce qui devait permettre d'obtenir la couverture du Conseil de sécurité de l'ONU, les dirigeants occidentaux et les commentateurs à leur suite ont fait état pendant un temps d'une nette avancée dans les négociations sur le conflit du Kosovo. Puis, on nous dit que ces négociations marquent le pas, piétinent, et l'aviation de l'Otan poursuit plus que jamais ses bombardements, alors que la guerre entre dans son troisième mois.



AFP

Un résultat des frappes de l'Otan.

Pourtant, Milosevic semblait en passe d'accepter les conditions du G8. Il avait fait quelques gestes d'«ouverture», en dernier lieu la libération de plusieurs centaines d'hommes qui étaient emprisonnés au Kosovo, arrivés dans le nord de l'Albanie les 22 et 23 mai. Des dirigeants serbes avaient déclaré ces conditions du G8 «*acceptables malgré certaines réserves*», et *Le Monde* titrait le 20 mai: «*Belgrade cherche à négocier avec les Occidentaux*».

Presque aussitôt pourtant, lesdits Occidentaux répétaient que leurs conditions ne seraient pas négociables. Le Pentagone annonçait sa décision de masser 50 000 hommes aux portes du Kosovo. Et ils se sont remis à agiter la question d'une intervention militaire au sol dans la province.

Que les dirigeants serbes puissent juger acceptables les conditions des puissances occidentales, du moins celles qui sont rendues publiques, il n'y a là rien d'étonnant, puisqu'une fois de plus, comme à Rambouillet, elles évacuent toujours la question de l'autodétermination des Kosovars. Le statut d'«autonomie» qu'elles prévoient est celui que les dirigeants occidentaux prévoient pour eux.

Le retour des réfugiés? Au point où en sont les choses, on ne voit pas pourquoi Milosevic en ferait un point de blocage, car ce retour reste une hypothèse théorique et il n'est, de toute évidence, pas près de se réaliser.

La difficulté viendrait au sujet de la force multinationale dite «*civile et de sécurité*», et là, apparemment, les points d'achoppement existent autant entre les Occidentaux eux-mêmes qu'avec Milosevic. Celui-ci en a accepté le principe, à condition qu'elle soit sous la responsabilité de l'ONU et non de l'Otan. Mais qui en détiendra les leviers de commande, telle est la question principale, et aussi comment sera-t-elle composée et équipée, quelle sera l'étendue de ses attributions? Les alliés entre eux ont à se mettre d'accord là-dessus, et nul doute que chacun cherche à avancer ses pions. Par exemple, les dirigeants de l'Union européenne souhaitent se placer, en vue de la direction de la future administration civile du Kosovo...

Bref, la guerre doit être poursuivie tant que les plans de mise sous tutelle du Kosovo, avec vraisemblablement des plans de découpage territorial à la clé, ne sont pas au point.

Mais il y a autre chose. Les sommets de l'Otan, qui ont voulu cette guerre délibérément (même si elle va plus loin que ce qu'ils avaient envisagé au départ) dans le but de faire la preuve de leur toute-puissance, peuvent estimer que la démonstration n'est pas suffisante. En fait il devient patent que, du point de vue de leur sinistre «crédibilité», de leur besoin d'une victoire pour effacer l'impression actuelle de fiasco, ils n'en sont plus à souhaiter un compromis, mais une capitulation de Milosevic.

La nature de la guerre qu'ils mènent est significative. De plus en plus, on voit bien que leurs bombardements visent en fait la base économique de la Serbie: ses infrastructures, ponts, routes, voies ferrées, installations électriques, et son industrie lourde, usines, raffineries, etc. Des dizaines d'usines sont bombardées et re-bombardées. Il ne peut plus s'agir là de cibles militaires!

Dans un pays déjà en faillite, étranglé par un embargo et des sanctions économiques depuis plusieurs années, l'entreprise de destruction en cours vise à anéantir son soubassement matériel lui-même, bien davantage que les forces de répression du régime.

L'appareil militaire de la Serbie n'est en effet qu'affaibli. Malgré les proclamations satisfaites des généraux de l'Otan, son degré de destruction n'est pas comparable à celui qu'ils infligent à son appareil industriel.

Les alliés impérialistes, en fait, ne cherchent absolument pas à détruire l'armée et les forces paramilitaires serbes. S'ils mènent une guerre exclusivement aérienne, du moins jusqu'à nouvel ordre, ce n'est pas seulement pour ménager la vie de leurs hommes... Certes, ils cherchent à faire capituler Milosevic, à le mettre à genoux, mais c'est en sachant que, plus tard, ils auront toujours besoin de lui pour qu'il soit un relais local, un relais dont ils exigent une complète docilité mais demeurant suffisamment fort pour faire régner leur ordre dans une région qu'ils sont en train de plonger dans le chaos.

Milosevic est un sinistre assassin, mais il ne dépare pas au sein de la mafia d'assassins qui domine ce monde sous la botte de l'impérialisme.

Christiane LE GUERN

Réfugiés

UN RETOUR HYPOTHÉTIQUE DANS

La guerre que mènent les impérialistes dans les Balkans est une opération de terrorisme contre les populations, toutes nationalités confondues.

Elle sème la mort au Kosovo et en Serbie («*Nous ne faisons pas la guerre au peuple serbe*», nous disait-on...); elle n'en finit pas d'aggraver tous les problèmes qui existaient déjà, et on ne mesure sans doute pas encore toutes les conséquences; elle a aggravé l'ampleur et la violence de l'«épuration ethnique» menée au Kosovo par Milosevic et les forces nationalistes serbes sur lesquelles il s'appuie; elle a aggravé les conditions d'expression d'une opposition démocratique déjà fragile et renforcé politiquement Milosevic.

Pire, elle aggrave et exaspère les sentiments d'hostilité entre peuples, créant entre Albanais et Serbes en particulier un fossé dramatique pour l'avenir.

Les chefs de guerre et les responsables politiques de l'Otan se livrent en même temps à une mascarade particulièrement odieuse, lorsqu'ils prétendent agir pour le retour des réfugiés au Kosovo.

D'environ 200 000 avant le déclenchement des bombardements, le nombre de ceux-ci est évalué aujourd'hui par le HCR à quelque 950 000. Rien qu'en deux jours, les 22 et 23 mai, plus de 14 000 personnes supplémentaires, chassées pour la plupart de Pristina, sont arrivées en Macédoine, qui croule déjà sous le nombre et les difficultés. Pendant que les grands pays européens refusent de les accueillir massivement.

Elle est belle, leur Europe, unie pour ses financiers sans doute, tout fiers de leur «euro», mais unie aussi pour mener la guerre contre ses pays parmi les plus petits et les plus pauvres!

Qui peut croire qu'un pays riche comme la France ne pourrait accueillir (et encore ne le fait-il que dans des foyers Sonacotra, ou bientôt dans des casernes, nous dit-on) que 3 000 ou 4 000 personnes, et non 100 000 ou même plus? Les moyens ne manquent à aucun de ces pays pour mener leur sale guerre.

Les hypocrites à la Jospin parlent de «*combat pour la civilisation*», prétendent que, les réfugiés souhaitant avant tout retourner au Kosovo, il ne faudrait donc pas les éloigner des camps de misère d'Albanie, de Macédoine et du Monténégro. Comme si le Kosovo était à l'autre bout du monde, comme s'il n'avait pas fallu bien plus que deux heures d'avion aux réfugiés pour fuir et atteindre

LA SEULE VÉRITABLE OPPOSITION À MILOSEVIC VIENDRA DES PEUPLES

Les dirigeants de l'Union européenne ont reçu officiellement à Bruxelles non seulement Ibrahim Rugova, qui, relâché par Milosevic, fait sa tournée dans les capitales occidentales, mais également le président du Monténégro qui se fait remarquer par sa résistance face au régime et à l'armée de Milosevic, alors même que le Monténégro est en principe associé à la Serbie dans le cadre d'une petite « République fédérale de Yougoslavie ».

Dans la même perspective d'une éventuelle alternative à Milosevic, l'opposant serbe Zoran Djindjic, réfugié au Monténégro, refait parler de lui. Ex-maire de Belgrade, il fut l'un des trois opposants (avec Vuk Draskovic, et également Vesna Pesic, dont la position est marginale) qui s'étaient placés à la tête de la coalition « Zajedno » (« Ensemble ») lors des grandes manifestations de rue contre la fraude électorale de l'hiver 1996-97 à Belgrade.

Comme à d'autres personnalités du Parti Démocrate de Serbie de Djindjic (tels le maire toujours en place de la ville de Nis, maintes fois bombardée par l'Otan…), comme à des ministres monténégrins, le régime de Milosevic lui a envoyé son ordre de mobilisation.

L'ensemble des opposants à Milosevic en Serbie vivent dans un climat de peur rampante, en permanence sous la pression et les menaces émanant en particulier des médias contrôlés par le pouvoir, à qui l'agression de l'Otan facilite la mission de les qualifier de « traîtres ».

Cela dit, des hommes tels que Djukanovic et Djindjic ne sont pas des petits nouveaux sur la scène politique, et ce n'est pas un hasard si les dirigeants occidentaux leur accordent actuellement leurs faveurs.

Il ne s'agit peut-être, pour eux d'ailleurs, que de s'en servir afin d'exercer une forme de chantage sur Milosevic. Le chancelier allemand Schröder n'a-t-il pas jugé bon de déclarer : « *Cela n'a pas de sens de se demander s'il y a d'autres interlocuteurs* [que Milosevic]. *Il y a des situations historiques dans lesquelles on doit parler avec les gens qui sont en place et non avec ceux que l'on souhaiterait.* »…

Quoi qu'il en soit de l'avenir de Djukanovic et de ses collègues, la plupart sont issus comme Milosevic de l'ancienne nomenklatura titiste. Djukanovic a fait ses classes dans le sillage du parti de Milosevic, ce qui ne l'a pas empêché d'entrer avec lui dans une compétition personnelle ouverte à l'occasion d'élections, en 1997 et 1998, où il l'emporta sur l'homme choisi par Milosevic. Djukanovic, ainsi entré en dissidence, s'est fait bien voir en Occident en tant que partisan déclaré de l'ouverture de son petit bout de territoire à « l'économie de marché » et d'une politique intéressée de privatisations. Il va être, selon la presse, invité à représenter la petite fédération de Yougoslavie à la conférence internationale prévue pour le 27 mai par les dirigeants européens sur un projet de « pacte de stabilité » pour l'Europe du Sud-Est.

Djindjic, pour sa part, sur le terrain du nationalisme serbe, ne s'est distingué de la politique menée par Milosevic qu'en soutenant… l'ultra-nationalisme du héros des Serbes de Bosnie, le criminel Radovan Karadzic, à qui il allait, pendant cette guerre-là, apporter son appui dans son fief de Pale.

Aujourd'hui, il déclare (dans une interview au *Monde*) que c'était pour « *pousser* » Karadzic « *au compromis* » ! Djindjic est un homme prudent, qui ménage son avenir. Il prend soin de ne pas réclamer le renversement de Milosevic (« *On doit bien sûr négocier avec Milosevic, mais en faisant en sorte que ces négociations ne renforcent pas encore son pouvoir* » – Interview au *Courrier des Balkans*), de même que de ne pas s'afficher officiellement aux côtés des dirigeants occidentaux, car, dit-il au *Monde*, « *on y a pensé, à Bonn, mais c'est trop tôt, je ne veux pas apparaître comme l'opposant choisi par l'Occident* »…

Alors, ce n'est certainement pas dans ces politiciens que les populations peuvent placer le moindre espoir pour leur avenir. C'est d'un tout autre côté que celui-ci pourrait venir : celui de ces femmes et de ces hommes qui, à Krusevac et Alexandrovac, se rebellent en protestant contre la guerre et contre l'envoi de réservistes au Kosovo, celui de ces soldats qui sont tout simplement retournés chez eux, de leur seul chef.

Les révoltés de Krusevac et Alexandrovac, crosse en l'air

Dimanche 16 et lundi 17 mai, à Krusevac, au sud-est de Belgrade, plus de 3000 personnes, dont nombre de mères de soldats, manifestaient devant le lycée de la ville où se trouvent les bureaux de la mairie, demandant l'arrêt de la guerre et le retour des réservistes de la ville envoyés au Kosovo, et en criant notamment « *Les morts, à quoi ça leur sert, le Kosovo ?* ».

Des cercueils de soldats morts au Kosovo, ainsi que des blessés, venaient d'arriver dans cette ville. De même à Alexandrovac, où, mues par une protestation analogue, un millier de personnes se sont rendues à la gare routière pour accompagner un groupe de soldats retournant au Kosovo après une permission et empêcher leur départ.

Dans les deux cas, le maire et d'autres autorités représentant le parti de Milosevic ont été violemment pris à partie (à Alexandrovac, ils ont dû leur salut à l'arrivée massive de la police militaire), et des bâtiments du pouvoir, comme celui de la télé, ont été lapidés.

A la suite de ces événements et de l'annonce d'un début de répression (plusieurs arrestations, dont des femmes, un communiqué menaçant de l'armée), quelque 1 000 soldats présents au Kosovo sont retournés dans la région de Krusevac, en camions et avec leurs armes, mercredi 19 mai.

Ces informations sont passées par le canal de journaux indépendants basés au Monténégro, comme *Vijesti* qui raconte : « *Vers midi, 400 soldats entrent en formation dans la rue principale de la ville, marchant au pas, tirant en l'air. Ils crient qu'ils ne retourneront pas au Kosovo, puis rentrent chez eux* ».

On ne sait si les autorités militaires se sont résignées à ce retour des déserteurs, en échange de la restitution de leurs armes, comme il en a d'abord été question, ou si elles se sentent dans l'incapacité de les obliger à repartir, car les manifestations ont repris samedi 22 et dimanche 23, selon les mêmes sources d'information, mêlant les soldats déserteurs et leurs parents, avec des slogans comme « *Arrêtez la guerre ! Arrêtez les bandits rouges !* » (ils visent par là la bande de Milosevic, même si celle-ci n'est rouge que du sang qu'elle a sur les mains), « *Nous ne voulons pas donner nos enfants !* », « *Nous voulons le retour de nos amis !* ».

La presse signale que des incidents du même ordre, en moins violent, ont eu lieu dans au moins trois autres localités, notamment à Cacale.

Ce que va devenir ce début de mouvement, parti de villes de moyenne importance de la province serbe, on ne peut le prévoir, mais il est clair que les sommets de l'armée et le pouvoir de Milosevic ont plus à craindre de ce côté-là que de celui bombardements de l'Otan.

UN KOSOVO EN RUINES

les pays voisins à bord de leurs pauvres tracteurs !

En réalité, les dirigeants occidentaux prévoient que la masse des réfugiés est destinée à le demeurer longtemps, pour une durée indéterminée. Déjà, les militaires commencent à dire qu'ils ne garantissent pas la fin de la guerre avant l'hiver, et certains expliquent que, même si elle s'arrêtait rapidement, il faudrait du temps pour créer les conditions de sécurité d'un possible retour.

Et, en effet, le Kosovo a été détruit par les bombardements de ses « protecteurs », comme par les incendies des soudards serbes. Les infrastructures sont en ruines, l'économie est exsangue, le sol est miné, y compris celui des champs cultivés. On commence à voir des habitants arriver en Macédoine pour fuir la famine…

Alors, que pourrait signifier, dans d'aussi terribles conditions, un retour des réfugiés dans ce qui fut hier leur « foyer » ?

Il faut savoir que, rien qu'en Bosnie, environ deux millions d'habitants sont toujours des réfugiés en exil, n'ont pas pu retourner chez eux, quatre ans après la « paix » et alors que la Bosnie est toujours sous protectorat de l'ONU.

C'est là le seul avenir de misère et de désespoir que l'impérialisme est en mesure d'offrir aux peuples du Kosovo, et en même temps aux peuples de Serbie et aux autres peuples de la région.

C. L G

AU SOMMAIRE DE LA LUTTE DE CLASSE N° 43
(Mai-juin 1999)

- **Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire dans la campagne des élections européennes**
- **L'ex-Yougoslavie livrée à la barbarie des nationalismes et du système impérialiste**
- **Grande-Bretagne : deux ans de « blairisme » : la facture pour la classe ouvrière**
- **Etats-Unis : vingt-cinq ans de baisse du niveau de vie de la classe ouvrière**
- **Tribune de la minorité : les travailleurs peuvent prendre l'offensive et laisser les bureaucrates à quai. Qu'on se le dise**

Prix : 10F – Envoi contre 12F en timbres

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

DITES QUE VOUS NE VOUS LAISSEREZ PAS FAIRE, NI PAR LES PATRONS NI PAR UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE QUI MÈNE UNE POLITIQUE DE DROITE

Le gouvernement s'apprête à distribuer 25 milliards supplémentaires au patronat sous prétexte de l'aider à passer aux 35 heures. Pour qu'il n'ait pas à augmenter le taux horaire de base de 11,4 %, correspondant à un maintien de la rémunération pour une baisse effective de 39 à 35 heures, la gauche au gouvernement, soucieuse de son bien-être et de ses profits, décide que les salaires en dessous de 1,8 fois le SMIC, bénéficieront d'un abattement sur les charges sociales.

Ces 25 milliards s'ajouteront aux 43 milliards déjà décidé par le gouvernement Juppé pour les salaires en dessous de 1,3 fois le SMIC, et aux 40 milliards d'aide aux 35 heures déjà prévus dans la première loi Aubry. Ce que vante la ministre du travail, face à un patronat qui en voudrait évidemment plus. « *Drôle de pays où le patronat se plaint quand on annonce que l'on va consacrer 110 milliards pour alléger les charges... cela représente 26 % du coût d'un SMIC* ».

Oui ce gouvernement sert au mieux les patrons et continue comme ses prédécesseurs de droite, à puiser dans les finances de l'Etat et dans les caisses de protection sociale pour les satisfaire. Quant aux travailleurs, ils n'auront avec les 35 heures façon Aubry, que le droit d'être toujours plus à la disposition de leurs exploiteurs, avec des charges de travail en augmentation, et d'être toujours davantage à la merci du chômage et de la précarité.

Car présenter la loi des 35 heures comme un instrument de lutte contre le chômage est une sinistre plaisanterie. Le bilan emploi de la loi Aubry dite abusivement loi des 35 heures, est tellement maigre que le ministère est obligé d'additionner les postes réellement créés à ceux qui n'ont pas été supprimés et à ceux qui pourraient être créés, pour aboutir à un chiffre de 56 767 emplois... en un an. Avec toutes les sommes distribuées par l'Etat, ça fait cher de l'emploi ! Et en admettant même que ces emplois recensés ne soient pas « bidon », il faudrait à ce rythme 100 ans pour résorber le chômage dans ce pays ! Les rafales de plans de licenciements qui s'abattent notamment sur les entreprises les plus riches et qui font le plus de profits, montrent clairement qu'on n'en prend sûrement pas le chemin.

Lutter contre le chômage, ce serait d'abord cesser tous les cadeaux de l'Etat au grand patronat et utiliser l'argent ainsi économisé à recréer des emplois stables dans des secteurs utiles comme les hôpitaux, les transports publics, l'éducation nationale.

Ce serait interdire les licenciements sous peine de réquisition de ces entreprises qui font des milliards de profits et qui, en supprimant encore des emplois, en veulent toujours plus.

Ce serait une réelle diminution du temps de travail, sans flexibilité, sans annualisation, sans baisse ou blocage de salaire, avec embauche correspondante en contrepartie.

Ce serait taxer beaucoup plus les hauts revenus et les profits spéculatifs. Et pour que ces mesures soient effectives, il faudrait rendre publics les comptes réels des grandes entreprises, comme les comptes en banque de leurs gros actionnaires.

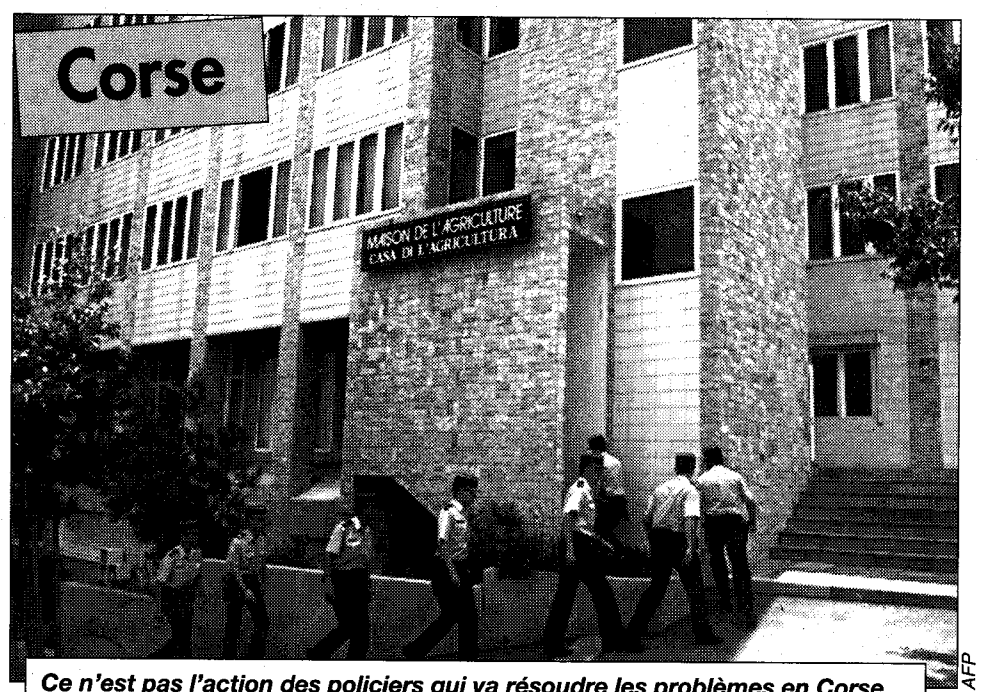
C'est ce programme que défend la liste de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste révolutionnaire, conduite par Arlette Laguiller et Alain Krivine, qui se présente aux élections européennes du 13 juin prochain. Un programme pour permettre aux travailleurs de s'opposer à l'offensive menée par les patrons et ce gouvernement à leur service. Offensive qui s'amplifiera après les élections, notamment contre les retraites, tant du secteur public que du secteur privé, et contre les conditions de travail et les salaires dans le cadre de la seconde loi Aubry.

Et l'Etat sait encore trouver de l'argent pour financer une sale guerre que paye le peuple kosovar, victime d'une épuration ethnique accélérée, ainsi que la population serbe bombardée qu'on frappe à la place de Milosevic.

En votant pour la liste L.O.-L.C.R., vous direz clairement que vous ne voulez pas de cette politique contraire à vos intérêts. Et plus nous serons nombreux à le faire, mieux nous serons en mesure de préparer les luttes qui seules pourront vraiment faire reculer patrons et gouvernement.

Editorial des bulletins d'entreprises « L'Etincelle » de la minorité du lundi 24 mai 1999

Leur société



Ce n'est pas l'action des policiers qui va résoudre les problèmes en Corse. AFP

ASSASSINAT D'UN PRÉFET ET GANGSTÉRISME D'ÉTAT

La police aurait donc retrouvé les tueurs du préfet Erignac. Au moment où le gouvernement a une épine dans le pied avec l'affaire du préfet Bonnet et des gendarmes brûleurs de paillotes, avec à la clé la motion de censure déposée par la droite, le moins qu'on puisse dire est que ce succès policier arrivait à point nommé.

Trois nationalistes corses, interpellés par la police vendredi 21 mai, auraient avoué être les auteurs du meurtre du préfet Erignac, il y a quinze mois. Le tireur lui-même serait Yvan Colonna, fils d'un ex-député du Parti Socialiste. Il aurait pris la fuite et le responsable de l'opération serait Alain Ferrandi, militant nationaliste démissionnaire, reconverti dans la location de voitures, qui a été mis en examen avec deux autres nationalistes.

Le jour de son assassinat, le préfet Erignac aurait été suivi par plusieurs personnes, en liaison avec Ferrandi, qui se tenait informé de ses déplacements par téléphone portable. L'examen ultérieur des enregistrements des conversations sur téléphone portable des uns et des autres aurait indiqué aux enquêteurs ce faisceau de communications téléphoniques autour du préfet. Les nationalistes arrêtés auraient reconnu l'attaque d'une gendarmerie en 1997 leur ayant permis de se procurer l'arme du crime.

Sans plus attendre, le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, sur la sellette depuis l'affaire de l'incendie de la paillote, n'a pas raté cette occasion de féliciter des policiers, pourtant tenus à l'écart par le préfet Bonnet et ses gendarmes, et de leur dire son « *extrême satisfaction* » pour un « *beau travail, méthodique, patient et discret* ».

Ce « coup de filet » quinze mois après les faits suffira-t-il à redorer l'image de l'État français après l'affaire des paillotes incendiées par les gendarmes, et après que « l'État de droit » tant vanté a montré qu'il emprunte ses méthodes aux gangsters ? C'est loin d'être sûr, surtout en Corse où ces méthodes ont rejeté une partie non négligeable de la population du côté des nationalistes.

Mais Jospin et Chevènement n'en demandent certainement pas tant. Pour le moment, ce coup de filet a conforté la position du Premier ministre vis-à-vis de l'opposition de droite et lui a permis de réduire l'impact de la motion de censure déposée mardi 25 mai à l'Assemblée par la droite. Il va peut-être lui permettre de faire un peu oublier, au moins de ce côté-ci de la Méditerranée, le préfet Bonnet et ses pandores.

Mais, en ce qui concerne la Corse, l'arrestation des assassins du préfet Erignac, si elle se confirme, ne suffira pas à résoudre les problèmes.

Le discrédit des autorités, le sentiment d'être des laissés-pour-compte de la République, existent. Ils se nourrissent du délabrement économique de l'île, des coups fourrés et des combines des représentants de l'État, du comportement de ses gendarmes. Un autre statut de l'île, son autonomie administrative, voire son indépendance, ne réglerait certainement pas tous ces problèmes. Beaucoup ne sont en fait nullement des problèmes spécifiquement corses, mais découlent de la crise et du délabrement de la société capitaliste en général et de la forme qu'ils prennent dans une région éloignée des grands centres économiques et politiques et pratiquement sans industrie.

Mais pour autant, il n'y a aucune raison, face aux sentiments de la population corse, de se sentir solidaire de l'État français en proclamant que l'île doit rester, quel que soit le vœu de ses habitants, partie intégrante de celui-ci. En tout cas, c'est à la population de l'île, et à elle seule, d'en décider.

Jacques FONTENOY

22, 23 et 24 mai 1999

La Fête de Lutte Ouvrière

La 29e fête de Lutte Ouvrière, qui s'est tenue les 22, 23 et 24 mai derniers, a été une réussite. Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont retrouvées à ce grand rassemblement populaire où la fraternité, la gaîté et le soleil étaient au rendez-vous.

Ce succès atteste de la vigueur de l'extrême gauche dans ce pays, un courant certes minoritaire mais bien vivant, et qui entend bien confirmer et étendre une influence qui s'est élargie, depuis l'élection présidentielle de 1995, au cours de la prochaine élection européenne.

Si la fête avait retrouvé son public habituel, s'y étaient ajoutés également tous ceux qui souhaitaient entendre ce que les têtes de la liste LO-LCR, Arlette Laguiller et Alain Krivine, entendaient défendre dans la campagne des élections européennes. L'attention avec laquelle a été suivie la rediffusion des émissions de télévision où nos camarades ont pu être invités était, de ce point de vue, éloquente.

On retrouvera dans ces pages des extraits des interventions d'Arlette Laguiller et d'Alain Krivine au cours de ce rassemblement.

07

« Exproprier les entreprises qui font des bénéfices et qui licencient »

(extraits de l'allocution d'Arlette Laguiller, le samedi 22 mai)

07

« [...] Ce qui donne à notre rassemblement politique une signification particulière aujourd'hui, c'est que nous sommes à trois semaines des élections européennes où Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire présentent une liste en commun. Une liste dont la raison d'être principale est d'offrir aux travailleurs, aux chômeurs, aux jeunes, aux victimes d'un ordre social dominé par les groupes capitalistes, un autre choix qu'entre la « gauche plurielle » qui les opprime au gouvernement et une droite plurielle qui rêve de prendre le relais pour les opprimer tout autant. [...]

Nous nous présentons dans ces élections pour dire que le seul moyen de faire disparaître le chômage, c'est de rompre complètement avec la politique poursuivie depuis un quart de siècle par tous les gouvernements et qui a montré son inefficacité totale.

Il faut arrêter le scandale des aides et des subventions aux grandes entreprises, des baisses de charges sociales sous prétexte de les « inciter » à créer des emplois. Mais depuis un quart de siècle que les gouvernements successifs mènent cette politique, il est évident que les groupes capitalistes se contentent d'empocher les aides pour les intégrer dans leurs profits et continuent à diminuer leurs effectifs.

Alors, plus un seul centime de l'Etat aux entreprises privées ! Plus un seul centime de baisse de charges de la part de la Sécurité sociale !

Avec les dizaines de milliards ainsi économisés, l'Etat doit créer directement des emplois là où ils sont utiles à la collectivité, c'est-à-dire dans les services publics : dans les hôpitaux, à l'Éducation nationale, dans les transports collectifs, à La Poste et à la SNCF, dans la construction de logements sociaux bon marché, d'équipements collectifs pour les quartiers populaires qui en manquent cruellement.

Il faut arrêter cet autre scandale que sont les licenciements collectifs, les plans dits sociaux et les suppressions d'emplois dans les grandes entreprises qui font des bénéfices considérables.

Quelques-unes des entreprises les plus riches de ce pays, Elf, Usinor, Alcatel, annoncent des baisses brutales de leurs effectifs. Rhône-Poulenc vient d'annoncer que sa fusion avec Hoechst, si bien accueillie par la Bourse, se traduira par la fermeture de 49 sites et la suppression de 11 000 emplois dans le monde, dont 3 000 en France ! D'autres grandes entreprises, comme Renault ou Peugeot-Citroën, sont plus discrètes, elles se contentent de ne remplacer que partiellement les anciens qui partent. Mais qu'elle soit brutale ou discrète, chaque suppression d'emploi, c'est un chômeur de plus.

Alors, il faut exproprier les entreprises qui font des bénéfices et licencient quand même !

Le chômage est une véritable catastrophe, individuelle et collective, pour l'ensemble des salariés. Et il l'est pour toute la société, car tout le reste en découle : l'insécurité, le désespoir de la jeunesse, la dégradation de la vie sociale, la montée des idées réactionnaires et racistes. Pour éradiquer le chômage, il faut des mesures radicales consistant à prendre sur les profits des entreprises et, au besoin, sur la fortune personnelle de leurs propriétaires et gros actionnaires. Il y aurait de quoi financer la création du nombre d'emplois suffisants pour que personne ne soit au chômage.

Les patrons diront que c'est impossible. Eh bien, qu'ils publient les comptabilités de leurs entreprises et les mouvements de fonds sur les comptes de leurs principaux actionnaires ! Pour cela, il faut abolir le secret bancaire, le secret commercial qui ne servent qu'à dissimuler comment, sur le dos de qui, les groupes financiers et industriels font leurs profits et quel usage ils font des richesses produites par leurs travailleurs. On verra alors que les grandes entreprises ne sont jamais, en réalité, obligées de réduire leurs effectifs, qu'elles pourraient même largement embaucher, notamment en allégeant le rythme et l'intensité du travail. C'est tout de même le signe d'une organisation économique démente que de tuer les uns au travail, pendant que d'autres sont condamnés à l'inactivité forcée et à la misère ! [...]

Nous n'attendons pas l'accomplissement de ces objectifs des seules élections. Il sera le résultat des luttes collectives que les travailleurs seront tôt ou tard contraints de mener, tout simplement parce que ceux qui nous volent et nous grugent, ceux qui constituent des fortunes sur le malheur de tous, ne rendront pas gorge facilement. Un vote massif en faveur de notre liste signifiera une approbation large et ce serait un encouragement pour tous les travailleurs et pour tous les militants, un pas important dans la constitution d'un parti défendant réellement les intérêts politiques des classes laborieuses, ce que ni le Parti Communiste ni le Parti socialiste ne sont plus. [...] »

« Dans cette Europe, il y a 18 millions de chômeurs »

(extraits de l'allocution d'Alain Krivine, le samedi 22 mai)

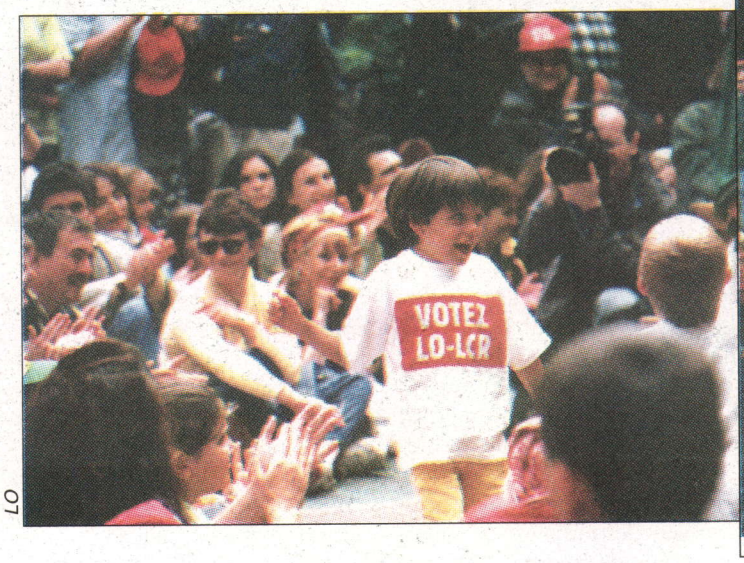
[...] « Nous sommes maintenant dans une campagne commune depuis le mois de janvier et je crois que les militants de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire sont contents de cette campagne commune. Je crois aussi que, bien au-delà des militants de la Ligue et des militants de LO, il y aujourd'hui des centaines et des centaines de milliers de travailleurs, de jeunes, de chômeurs, qui sont aussi contents qu'enfin on ait pu réaliser, pour ces élections, l'unité des deux principales organisations d'extrême gauche en France. Alors, c'est vrai, cette campagne remporte un écho. Elle n'est pas finie, loin de là, mais déjà avec Arlette Laguiller nous avons parcouru la France, plus de quarante meetings, plus de vingt mille personnes présentes à ces meetings.

Nous, nous avons un peu le sentiment, il faut le dire, d'être un peu seuls dans cette campagne. Il a fallu attendre une semaine ou dix jours pour que les grands partis politiques s'aperçoivent qu'il y avait une campagne européenne et qu'il y avait des élections européennes dans maintenant trois semaines. Personne ne veut parler de l'Europe. Personne ne veut parler du chômage. Personne ne veut parler de la précarité. Personne ne veut parler du racisme. On a l'impression que les grands partis politiques essaient de chercher dans l'actualité quelque chose qui permettra de ne pas parler des problèmes de fond. [...]

Eh bien nous, on n'est pas d'accord. On veut qu'à ces élections, les problèmes de fond soient abordés, je l'ai dit, le fait qu'aujourd'hui dans cette Europe, il y a 18 millions de chômeurs, cinquante millions de pauvres, qu'ici dans ce pays, il y a 5 millions de chômeurs, 6 millions de personnes qui vivent en dessous des minima sociaux. Alors, ils ont peur du débat parce qu'ils n'ont rien à proposer. Et nous, nous avons donc décidé de mener la seule guerre qui vaille aujourd'hui, la guerre au chômage, la guerre aux misères. [...] »

Lutte Ouvrière
DERRE
LUTION

LO


VOTEZ
LO-LCR

LO

IL FAUT ÔTER AU GRAND PATRONAT
LE POUVOIR DE FERMER UNE USINE
ET DE RUINER TOUTE UNE RÉGION
LUTTE OUVRIÈRE

LO

lutte
ouvrière
TOUTE LA
COLLECTION

LO

LO

« Reprendre le flambeau de la lutte pour l'émancipation du monde du travail »

(extrait de l'allocution d'Arlette Laguiller, le dimanche 23 mai)

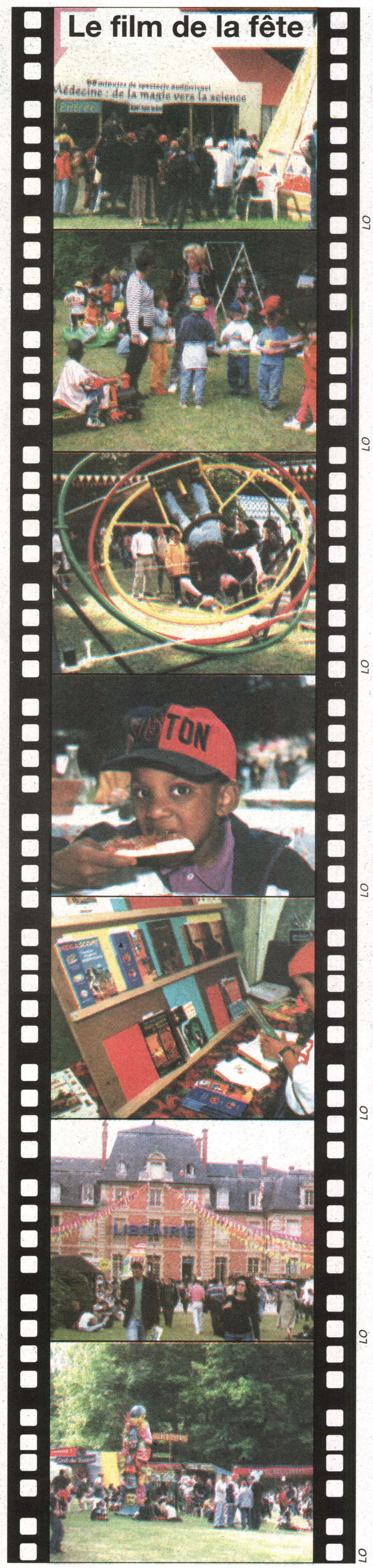
« Dans ces élections européennes, la droite comme la gauche gouvernementale ont beau être divisées entre une multitude de listes, elles n'ont pas de programmes vraiment différents pour l'Europe. Leur seul programme à tous, à droite comme à gauche, c'est de justifier, les uns avec enthousiasme, les autres avec réticence, ce qui se fait de toute façon dans l'intérêt du grand capital. Le reste n'est que phrases démagogiques à géométrie variable, pour essayer de se distinguer les uns des autres.

Les électeurs ne sont pas conviés à choisir entre différentes conceptions de l'Europe. L'Union européenne qui se construit laborieusement depuis des décennies ne se construit pas dans les élections, elle se construit dans les négociations publiques et les marchandages secrets entre gouvernements en fonction des rapports des forces entre les grands trusts des puissances impérialistes d'Europe, rivaux entre eux mais contraints de s'entendre pour faire face aux groupes capitalistes des Etats-Unis ou du Japon.

L'enjeu de ces élections pour les grands partis n'est pas l'Europe, mais c'est d'obtenir la caution de l'électorat pour leur politique passée et un blanc-seing pour l'avenir. […]

Et l'Europe dans tout cela ? Eh bien, il n'y a pas qu'en France que le chômage est dramatique. Il y a 20 millions de chômeurs officiellement recensés et 60 millions de personnes qui vivent dans la pauvreté, dans cette Union européenne qui passe pourtant pour une des régions les plus riches de la planète.

Le problème majeur des classes laborieuses d'Europe n'est pas de savoir quelles institutions les différents gouvernements nationaux mettront en place pour mieux gérer ce qui est commun dans les affaires des différentes bourgeoisies. Ce n'est pas de savoir si les différents Etats parviendront ou pas à se mettre d'accord sur une défense européenne. Le problème majeur, c'est que, pour améliorer réellement la situation des travailleurs, il faut mettre fin à la puissance occulte d'un nombre restreint de grands groupes financiers et industriels, qui dominent l'Europe comme le monde et mènent l'économie à la ruine et les classes laborieuses à la misère. **(Suite page 10)**



«Reprendre le flambeau de la lutte pour l'émancipation du monde du travail»

(suite de l'allocution d'Arlette Laguiller du dimanche 23 mai)

LO

J'ai eu l'occasion de répéter bien souvent que, si notre liste obtenait un résultat non seulement supérieur aux 5% que j'ai obtenus à la présidentielle de 1995, mais aussi supérieur aux 7 ou 8% que les listes additionnées de LO et de la LCR ont obtenus dans certains départements lors des régionales, ce serait alors, mais alors seulement, l'expression d'une radicalisation et, en même temps, un encouragement pour l'ensemble des travailleurs, des chômeurs, de la jeunesse dépolitisée, qui auraient là la démonstration que ceux qui veulent des changements radicaux ne constituent pas une minorité insignifiante. Et cette démonstration vaudrait bien au-delà des frontières !

Si, de plus, demain, la classe ouvrière de ce pays est capable d'imposer les mesures radicales que notre liste défend, ces victoires renforceront la détermination et la confiance des travailleurs à l'échelle de l'Europe. Et, vous savez, tout le passé du mouvement ouvrier le rappelle : les luttes sont contagieuses. Et, quand elles éclatent quelque part, même les frontières ne peuvent pas toujours les arrêter. Alors, raison de plus pour profiter de la suppression des frontières !

Camarades et amis, les élections qui viennent ne sont certes qu'un épisode de la vie politique. Mais si l'électorat populaire nous manifeste sa confiance, cela pourrait être un pas vers la renaissance dans ce pays d'un parti véritablement socialiste et véritablement communiste, indispensable pour que les classes laborieuses puissent peser en permanence sur la vie politique et faire prévaloir leurs intérêts.

Ce parti ne pourra se constituer que si surgissent parmi les travailleurs, parmi les jeunes, des milliers, des dizaines de milliers de vocations militantes. Il ne pourra se constituer que si, dans les entreprises, dans les quartiers populaires, il y a des femmes, des hommes, des jeunes pour défendre les idées et les valeurs du mouvement ouvrier. Une élection ne suffit pas à les faire surgir. Mais elle peut offrir la démonstration qu'une fraction croissante des classes laborieuses est réceptive au programme et aux objectifs que ce parti aura à défendre. Elle peut offrir la démonstration qu'une fraction croissante de l'électorat populaire se retrouve dans les idées de la lutte de classe. Pour des militants qui, devant les abandons et les trahisons de deux grands partis de la gauche réformiste, ont abandonné le combat, cela sera un encouragement pour le reprendre. Et cela peut, à son tour, amener une nouvelle génération de jeunes à prendre le relais et à reprendre le flambeau de la lutte pour l'émancipation du monde du travail. [...]»

LO

«Ce n'est qu'un début, continuons le combat»

(extraits de l'allocution d'Alain Krivine, le dimanche 23 mai)

(...) On nous dit, et c'est bien logique : «*Et après ?*» «*Qu'est-ce que vous allez faire après ? Et votre pacs, qu'est-ce qu'il va devenir après ?*» Mais après, nous sommes des gens responsables, nous ne militons pas uniquement pour nos organisations. Nous sommes bien sûr, pour le moment, deux organisations séparées, capables de se mettre d'accord sur une plateforme politique qui va très loin, capables de militer ensemble. Et après ? Mais après, cela dépendra en grande partie du scrutin. Si la liste Ligue-LO fait 3-4%, ou si elle fait 7-8-10-12%, le résultat ne sera pas le même.

Il est évident que si cette liste remporte un grand succès, certaines tâches apparaissent comme normales, évidentes d'abord. On ne va pas se séparer, la Ligue et LO. La Ligue et LO devront poursuivre le débat politique, publiquement, dire ce qui nous rapproche, dire sur quoi il y a désaccord, et faire trancher les militants et les sympathisants, tous ceux qui nous auront fait confiance. La Ligue et LO devront continuer l'action commune sur tous les sujets où l'on se retrouve ensemble, que ce soit les sans-papiers, que ce soit les luttes contre les licenciements, que ce soit la lutte aujourd'hui contre les frappes de l'Otan et contre le terrorisme de Milosevic.

Il faudra aussi, si nous avons une liste qui regroupe des millions de voix, se servir de ce levier, de cette force autour de la liste Ligue-LO, pour s'adresser aux autres courants du mouvement ouvrier, aux autres courants politiques du mouvement ouvrier et, grâce à ce levier plus puissant que par le passé, essayer de les entraîner avec nous dans l'unité d'action sur une base de lutte de classe dans l'unité d'action contre le chômage, contre la misère, contre les licenciements, contre le racisme et le fascisme et contre la guerre.

Enfin, il faudra, et ça ne pourra pas se faire tout de suite mais c'est vrai que c'est l'espoir pour beaucoup de gens, arriver à aller un peu plus loin dans la perspective de créer un nouveau parti des travailleurs, un nouveau parti anti-capitaliste, qui ne peut pas être le simple regroupement de la Ligue et de LO mais qui doit aller au-delà. Nous savons qu'au sein de la gauche traditionnelle, du Parti Communiste mais surtout au sein des syndicats, des associations qui se multiplient aujourd'hui, il y a une attente profonde pour que se crée enfin un grand parti des travailleurs, fidèle à la lutte des travailleurs dans ce pays. [...]

Il faut aux jeunes aussi, non pas leur redonner confiance, mais leur donner confiance, leur montrer que ce n'est pas obligatoire, incontournable, d'avoir une société qui ne leur offre rien, si ce n'est le harcèlement des flics dans leur quartier, une société où un jeune ne peut même pas imaginer aujourd'hui, et envisager, d'avoir un travail stable, mais sait qu'il aura désormais à faire le parcours du combattant des petits boulots mal payés, sous-payés, voire même d'être au chômage. Et de leur dire que cette société, on peut la renverser à condition que tous ceux et toutes celles qui en ont assez décident ensemble de lutter, ne restent pas seuls, se donnent les moyens aujourd'hui de changer la donne politique.

LO

Alors on nous dit, et c'est souvent le dernier argument : «*Vous êtes des rêveurs, cela n'est pas possible*». Eh bien, nous sommes fiers de rêver, il n'y a que les réactionnaires et les conservateurs heureux de leur situation qui n'ont pas besoin de rêver. Les révolutionnaires rêvent d'une autre société. La gauche ne fait plus rêver et nous, nous voulons réapprendre, réapprendre à rêver d'une société où les hommes et les femmes seront libres, où les travailleurs immigrés n'auront plus à se cacher, où les jeunes auront un avenir. C'est pour cette société qu'il faut, et que nous vous appelons aujourd'hui, à venir soutenir notre liste et reprendre le vieux mot d'ordre que certains ont abandonné : «*Ce n'est qu'un début, continuons le combat !*»

LO

Conseil régional de Lorraine

TOUJOURS LA PLUIE... DE SUBVENTIONS !

Près de 15 millions de francs (1,5 milliard de centimes !) ont été donnés au patronat lors de la réunion du Conseil régional de Lorraine du 30 avril dernier. Des aides de toutes sortes : à l'exportation, à l'immobilier, pour payer des chercheurs, la participation à des salons, la réalisation d'études, le financement de matériel... tout est matière à subventions ! Notre camarade Christiane Nimsgern, conseillère régionale de Lutte Ouvrière, est intervenue pour dénoncer un certain nombre d'aides particulièrement choquantes.

La « petite fleur » arrosée par le contribuable

La Région va verser une aide de 2,5 millions de francs à la fromagerie Renard-Gillard, située dans la Meuse, sous le prétexte que cela permettra de doubler la taxe professionnelle qui pourrait passer à 1,2 million de francs.

Christiane Nimsgern est intervenue pour dire : « *Deux choses me choquent dans cette affaire : d'abord, le fait que cette fromagerie est une filiale du groupe SODIAAL qui est le deuxième producteur mondial de produits laitiers frais (plus connu sous le nom de ses marques Yoplait, Candia). Ce groupe fait un chiffre d'affaires de 17,55 milliards de francs et, pour les derniers chiffres connus, il a doublé son bénéfice qui se monte à 49 millions de francs. Et c'est cet énorme trust que vous voulez aider ?*

Le second aspect, c'est que vous aidez un groupe qui vient de supprimer en décembre dernier 124 emplois dans son usine d'Amiens. Ils suppriment des emplois là-bas et viennent toucher des aides ici, je trouve cela inacceptable. »

344 000 F pour une filiale de la Lyonnaise

« *Et revoilà la Lyonnaise des Eaux ! Vous proposez pour une de ses filiales, SITA, spécialisée dans la collecte et le traitement des déchets, une aide d'un montant de 344 000 F. SITA – comme la Lyonnaise – va fort bien : son bénéfice a augmenté de 50 % et se situe à 460 millions de francs. De toutes les filiales du groupe Suez- Lyonnaise, c'est SITA qui affiche le plus fort développement ! Et vous voulez encore l'aider ? Mais au nom de quoi ?*

Des entreprises de ce type devraient être collectivisées, car il n'est pas normal que des trusts privés puissent changer les ordures en or. Hors de question de voter cette aide ! »

3,65 millions d'aides publiques

« *Une entreprise va toucher 3,65 millions d'aides publiques dont 750 000 F de la Région pour créer... 15 emplois. Pas d'accord ! Cela fait 243 000 F par emploi créé, aussi cher que la Smart. Et ce n'est pas tout, puisque ces emplois devraient être réservés à des jeunes de moins de 25 ans, histoire sans doute pour l'employeur de toucher aussi le maximum d'allégement de charges. Il s'agit de RML Micron Est à Florange, filiale d'un groupe inconnu au bataillon : la holding SIBR.* »

Pour le confort des hommes d'affaires...

L'aide de 300 000 F accordée pour la rénovation de l'hôtel Bristol d'Épinal est bien à l'image de la politique de la Région : la justification de cette aide, c'est que l'hôtel « *bénéficie d'une clientèle d'affaires* »... et que « *l'investissement envisagé est de nature à rendre l'établissement conforme aux exigences de la clientèle qui fréquente cet établissement* ». Notre camarade est intervenue pour protester : « *Pour les hommes d'affaires, on rénove les hôtels ! Les SDF attendront plus tard. Cette aide n'a aucune raison d'être, d'autant que vous nous dites que* "la rentabilité de la société s'est très nettement améliorée ».

A cette séance, une autre aide a d'ailleurs été accordée pour l'hôtel Ibis de Saint-Dié (82 500 F pour la climatisation) : Ibis fait partie du groupe Accor. Un énorme groupe qui vient d'annoncer un bénéfice en hausse de 30 % en 1998 !

Les patrons sont des assistés

Pour aider les entreprises à exporter, la Région passe aussi à la caisse : 670 000 F ont été versés. Ils permettent de financer pêle-mêle, un salon à Atlanta, un autre à Miami, de la publicité en portugais, en Australie et de la recherche de partenaires en Pologne. C'est par tous les moyens qu'on aide les entreprises. « *Elles qui devraient avoir "l'esprit entrepreneurial" tant vanté par l'exécutif régional,* a souligné Christiane Nimsgern, *elles sont assistées par tous les bouts. Je gage que, un jour ou l'autre, on demandera à la Région de financer le papier hygiénique des toilettes des "entreprises" ! Pas d'accord pour ces aides !* »

On aide SEB... qui supprime des emplois ailleurs !

Au titre du FRIF (Fonds régional d'intervention de la formation), plus d'un million de francs ont été versés à des entreprises. Ce n'est pas l'aide la plus grosse qui était la plus choquante. Notre camarade a dénoncé celle de « *28 880 F pour SEB pour des cours de langues. Ce n'est ni la raison, ni le montant qui me choque, mais le fait que SEB en ce moment est en train de fermer deux sites (Villefranche, Saint-Priest) et de supprimer 460 emplois.*

La Région doit refuser toute aide aux entreprises qui licencient, surtout lorsque, comme SEB – qui a fait l'an dernier 52 millions de francs de bénéfices –, ce sont des entreprises qui suppriment des emplois pour augmenter leurs profits. »

Une affiche Lutte Ouvrière actuellement sur les murs.

SÉGOLÈNE ROYAL ADJUDANT-CHEF DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

Le 8 mai, jour anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, les enfants de CM2 de l'école primaire Jules Ferry de Montluçon dans l'Allier avaient décidé de chanter *Le Déserteur*. La guerre de 1939-1945, ils ne l'ont heureusement pas connue, mais ils voient tous les jours à la télé les tués et les ravages de celle que mènent les grandes puissances en Yougoslavie. Et, comme l'a dit la directrice de leur école, ils ne veulent pas d'une guerre « *où meurent des enfants* ».

Quoi de plus naturel et de plus sain comme réaction ? Mais ceux qui, en haut lieu, nous rabachent que les enfants auraient besoin de cours d'éducation civique pour apprendre leur rôle de futur citoyen sont vite scandalisés quand les jeunes les prennent au mot. Les autorités se sont offusquées de ce chant bien peu militariste et, en tout cas, elles ont tenu à faire écho aux grognements indignés des associations d'anciens combattants et autres traîne-sabres : le rectorat a limogé la directrice, lui interdisant à vie d'exercer cette fonction et la rétrogradant au rang de simple institutrice.

Mais comme notamment des parents d'élèves ont protesté et soutenu cette directrice, la secrétaire d'Etat à l'Education nationale, Ségolène Royal, a dû s'expliquer. Bien sûr, pas pour soutenir la directrice et ses élèves, mais pour déclarer que le choix du *Déserteur* serait « *inapproprié dans ce contexte* » et qu'au lieu d'une sanction à vie, « *un avertissement aurait suffi* (contre la directrice), *mesure qui n'est déjà pas anodine dans le système scolaire* ».

Si l'on comprend bien Ségolène Royal, la directrice ne devrait pas être fusillée cette fois-ci pour désertion, mais, de toute façon, elle en prendra pour son grade pour n'avoir pas su faire marcher au pas des gosses de dix ans...

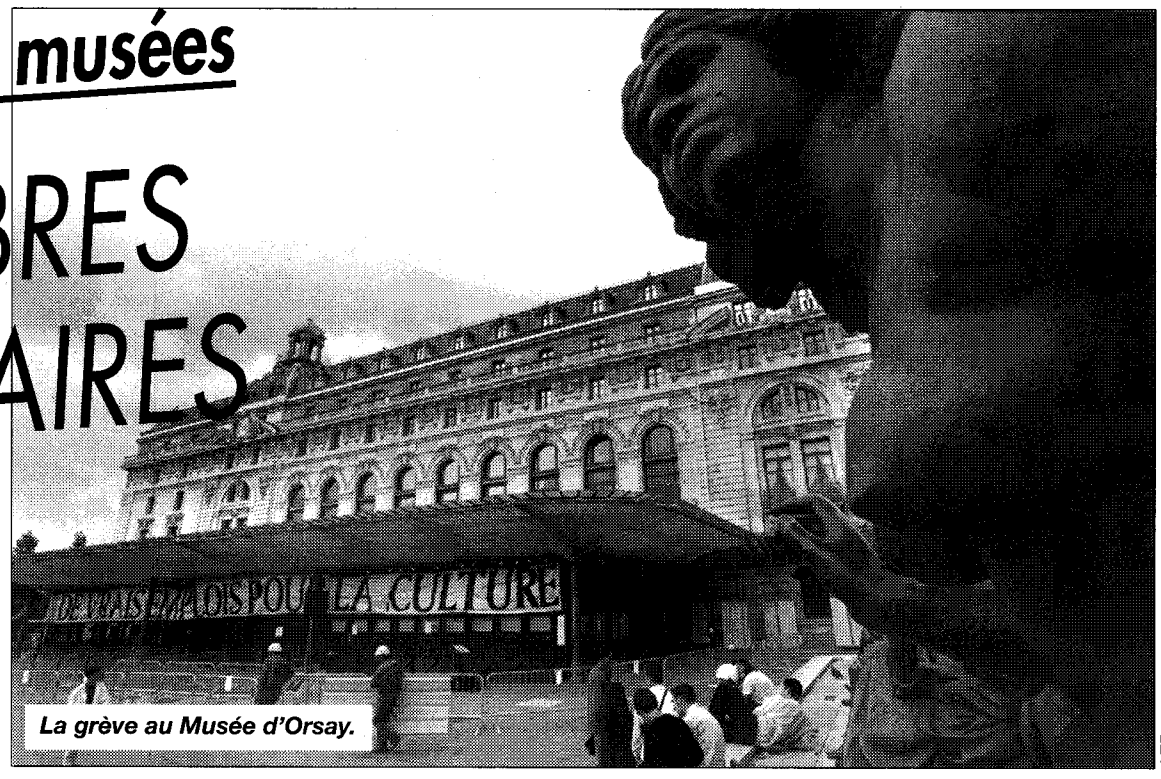
Décidément, entre Alain Richard, le ministre de la Défense va-t-en guerre, et Chevènement, qui rugit de plaisir chaque fois qu'il voit un képi, ce gouvernement de la « gauche plurielle » n'en finit pas d'être le petit doigt sur la couture du pantalon : devant les galonnés, comme d'ailleurs devant les capitaines d'industrie et du monde de la finance...

P.L.

Dans les entreprises

Grève du personnel des musées

STATUES CÉLÈBRES STATUTS PRÉCAIRES



La grève au Musée d'Orsay.

AFP

Depuis le 19 mai, les gardiens des musées et monuments nationaux sont en grève. Ils estiment que mille postes manquent déjà pour faire face aux besoins de leur service. Ils exigent aussi que soit mis un terme à la précarisation croissante de l'emploi, car de très nombreux employés des musées ne sont, parfois depuis des années, payés qu'en CDD ou sous différentes formes de statuts précaires.

La ministre de la Culture, Catherine Trautmann, ne peut évidemment pas invoquer la «compétitivité» face à une prétendue «concurrence étrangère». Du coup, elle a déclaré que les revendications des gardiens de musée étaient justes mais... qu'elle ne pouvait rien faire. De qui se moque-t-elle?

Mardi 25 mai, jour de congé traditionnel dans les musées, des assemblées générales du personnel en grève se sont tenues un peu partout et ont décidé de continuer le mouvement, celui-ci s'étendant d'ailleurs en province. Si l'action s'amplifie, il faudra bien que cela fasse bouger la ministre. En effet, quand Martine Aubry, collègue de Trautmann au gouvernement, déclare qu'on consent 110 milliards d'allégements de charges sociales au patronat, à qui fera-t-on croire que ce même gouvernement manquerait d'argent pour embaucher en fixe et à un salaire décent, et pas seulement dans les musées nationaux d'ailleurs, mais dans tous les services publics...

P.L.

Elf

NON AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS!

S'il y a un secteur qui roule sur l'or en même temps que sur les emplois, c'est bien celui du pétrole. Et le récent renchérissement de l'essence à la pompe n'a pas fait grimper que l'indice des prix à la consommation le mois dernier: il a encore gonflé les profits des pétroliers, en même temps qu'il a, par le biais des taxes sur l'essence, arrondi la cagnotte de l'Etat.

Les salariés d'Elf Aquitaine, à Lacq (Pyrénées-Atlantiques), sont malheureusement bien placés pour le constater, eux qui se battent depuis le 16 avril contre les suppressions d'emplois annoncées par leur direction. Alors que celle-ci a engrangé des profits records et que ses actions ont grimpé de 44% en cinq mois, elle a eu le culot d'annoncer que, pour doubler ses profits sur trois ans, elle voulait supprimer la moitié des effectifs à Lacq, soit 700 emplois.

Mais les salariés d'Elf ne se laissent pas faire. Leur grève continue et gêne visiblement la direction puisqu'elle vient d'annoncer qu'elle devait fermer ses installations à Lacq.

Ah, quand il s'agit d'arroser les dirigeants du groupe et leurs amis – comme le rappelle l'affaire Le Floch-Prigent – ou des dictateurs de pays producteurs où Elf fait la pluie et le beau temps, là les milliards coulent à flots. Et les profits en font autant dans les caisses des actionnaires de cette compagnie récemment privatisée.

Les licenciements dans des entreprises qui affichent une santé financière insolente, ça suffit! Pour porter un coup d'arrêt à ce cycle infernal, il n'y a qu'une solution: réquisitionner ces entreprises qui, comme Elf, licencient et font des profits!

P. L.

Hôpital Saint-Antoine
Paris

LE MÉNAGE SE REBIFFE!

L'hôpital Saint-Antoine est l'un des rares hôpitaux de l'Assistance Publique de Paris où le ménage n'est pas concédé à une société privée. Il est effectué par ce qu'on appelle le service du bio-nettoyage, qui comprend 87 personnes, composé d'agents hospitaliers encadrés par des ouvriers professionnels et dirigé par un surveillant général et une surveillante de soins.

Profitant de l'absence prolongée du surveillant général, la surveillante de soins, incitée par la direction, a décidé de reprendre le service en main:

– suppression d'aménagements d'horaires accordés par le surveillant (qu'elle juge laxiste) à des agents ayant des difficultés de transport;

– amputation de la prime du dimanche pour ceux qui prennent leur «heure verte» (l'heure de moins hebdomadaire pour faire 39 heures) le dimanche;

– retrait sur des jours de repos des minutes de retard (la surveillante campe devant le cahier de pointage), même pendant la dernière grève des transports alors qu'une note de service de la direction générale demandait d'être tolérant;

– brimades sur les horaires entre l'heure d'arrivée et la prise de travail en tenue sur le lieu de travail, parfois éloigné du local de l'équipe de ménage;

– suppression au dernier moment de repos supplémentaires, pourtant posés et acceptés longtemps à l'avance, sous prétexte du manque d'effectifs, alors que celui-ci est chronique!

Tout cela a rendu la vie impossible aux agents qui se sont réunis et ont décidé depuis l'Ascension d'un mouvement. Ils ont fait un débrayage d'une heure tous les jours et ont fait grève toute la journée mercredi 19 et jeudi 20 mai, à 53% des effectifs présents. Une pétition de soutien que font circuler les agents a recueilli en deux jours 720 signatures de personnel et de médecins. Au cours des négociations avec la direction, celle-ci s'est contentée d'un rappel au règlement et malgré sa promesse de revoir quelques cas individuels et d'effectuer la mise à plat des effectifs par équipe, les agents ont décidé de rester mobilisés.

Correspondant LO

Couac

«Les 35 heures, c'est pas du pipeau», a déclaré Martine Aubry, visitant une fabrique de saxophones qui annonce la création de... 32 emplois.

En fait, les 35 heures n'ont, jusqu'à présent, créé qu'environ 45000 emplois, y compris les emplois dits préservés. Les 35 heures, ce serait bien. Mais à la sauce Aubry, c'est vraiment du pipeau!

Échos des entreprises

Soif d'aujourd'hui?

Les caméras des couloirs ne filment pas, paraît-il. Soit.

Cependant, on s'interroge: pourquoi celle du 6e Flandre (l'étage de la DRH) est-elle orientée vers l'appareil à boissons?

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière*
CRAMIF - Paris 19e

Halte à l'hécatombe!

La semaine dernière, deux nouveaux camarades de l'atelier des Presses ont été victimes d'accidents graves.

L'un a eu un tendon sectionné en glissant dans l'huile et en tentant de se rattraper à une pièce. L'autre, aux Découpes, a vu les trois paires de gants qu'il portait traversées et la paume de sa main légèrement entaillée.

Tout cela évidemment sans tenir compte de ce que la direction appelle les PPI: premiers passages à l'infirmerie!

La dégradation continue des conditions de travail dans un atelier comme le nôtre, c'est aussi comme cela qu'elle se traduit: en nombre de travailleurs esquintés ou mutilés!

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière*
Renault Flins

Les licencieurs condamnés

Les Prud'hommes ont rendu leur jugement à propos du licenciement d'un camarade du Moulage-Alu nuit, licencié au retour des vacances 1998: le licenciement était abusif, «*sans causes réelles ni sérieuses*».

Une fois de plus, il est démontré que la direction des Fonderies est prête à inventer n'importe quelle histoire quand elle veut se débarrasser d'un travailleur. Prise en flagrant délit de mensonge, elle devra indemniser le travailleur licencié abusivement.

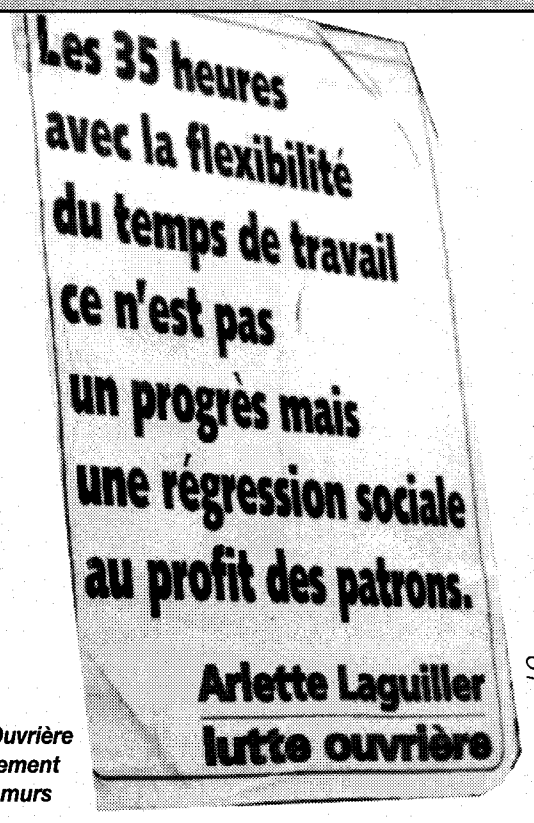
Malheureusement, les patrons ne seront pas contraints de réintégrer le licencié, la loi ne les y obligeant pas. Ce serait pourtant le minimum dans de tels cas!

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Fonderies du Poitou
(Ingranges)

SNCF

L'accord sur les 35 heures
CONSULTATION BIDON

Après la grève des roulants auxquels s'étaient joints de nombreux cheminots sédentaires, et pour faire passer quand même leur projet d'accord national sur les 35 heures tel qu'elles l'ont mijoté, la direction SNCF et les fédérations CGT et CFDT organisent une «*consultation de l'ensemble du personnel*». Une consultation bidon, faussée, qui n'a d'autre objectif que de permettre aux organisations syndicales de se prévaloir de son résultat pour signer des deux mains l'accord sur les 35 heures auquel les cheminots ont déjà dit «non».



Affiche Lutte Ouvrière actuellement sur les murs

Organisée à l'échelle nationale, cette consultation se fait non seulement avec la connivence de la direction SNCF mais encore avec son «*appui logistique portant sur l'envoi aux salariés des documents nécessaires à cette consultation par correspondance et sur une aide technique au dépouillement*». Ainsi, y compris ceux qui n'auront pas à subir l'accord, comme de nombreux agents de maîtrise, personnel d'encadrement, cadres supérieurs, etc., sont en situation de voter pour que l'accord s'applique aux autres cheminots et c'est eux qui, demain, en imposeront le respect. Par ailleurs, le dépouillement de ce vote par correspondance se fera, nécessairement, hors de tout contrôle des cheminots, puisqu'il s'effectuera au niveau des régions SNCF. Les votes des chantiers, des ateliers, qui dans telle ou telle région, comme à Rouen par exemple ou à Paris Nord ou ailleurs, se sont prononcés contre l'accord dans sa version actuelle, au moment de la grève ou lors d'assemblées ou de pétitions, disparaîtront parmi tous les autres votes.

Quant au contenu même de la consultation, il est particulièrement hypocrite et ne peut se traduire que par «*pile, ils gagnent et face, nous perdons*». Les «questions» posées sur le bulletin de vote à renvoyer s'accompagnent de deux cases. Il faut cocher l'une ou l'autre et voici le texte qui les accompagne:

«– *Je considère pour ma part que pour l'essentiel (emploi, conditions de vie, conditions de travail), le texte proposé va dans le bon sens. Je donne donc un avis positif pour qu'il soit mis en œuvre.*

– *Je considère pour ma part que pour l'essentiel (emploi, conditions de vie, conditions de travail), le texte proposé va dans le mauvais sens. Je donne donc un avis négatif afin qu'il ne soit pas mis en œuvre.*»

Et c'est par ce vote que Louis Gallois, président de la SNCF, et que les directions CGT et CFDT voudraient que les cheminots se sentent engagés! Mais, quoi qu'ils arrivent à faire dire à cette consultation nationale bidon, les cheminots ne seront pas liés. Et il restera toujours à imposer à la direction et au gouvernement l'embauche massive de cheminots, seul moyen de diminuer de façon importante le temps de travail, sans flexibilité et sans dégradation de leurs conditions de travail et de vie.

L. P.

Air France

Les 35 heures à la sauce du patron
CA NE PASSE TOUJOURS PAS!

Jeudi 20 mai, à Air France Orly-Nord, les travailleurs des ateliers des Equipements ont débrayé massivement pour protester «*contre les 35 heures à la sauce patronale*», comme l'indiquait une inscription peinte sur un mur de l'atelier. L'après-midi, la direction d'Air France Industrie annulait la réunion sur les 35 heures prévue avec les syndicats pour le lendemain matin. Cela, alors que la direction voudrait obtenir un accord à ce sujet signé au plus tard le 15 juin par les directions syndicales.

L'assemblée générale du secteur des Equipements a réuni, une heure durant, deux fois plus de monde que les habituelles heures d'information syndicale payées, ce qui a été remarqué par les travailleurs. Il faut dire que c'est seulement ces derniers jours que nous avons enfin eu connaissance des premiers projets concrets de la direction: suppression du temps choisi (un horaire modulable mis au point par le patron, mais qui profitait encore trop, à son goût, aux salariés), obligation de travailler un samedi sur quatre, pointage le midi ou intégration d'une partie du temps de repas dans le calcul de la réduction du temps de travail.

Le vendredi 21 mai, c'était au tour des travailleurs des Moteurs d'Orly-Nord, eux aussi très nombreux, de débrayer contre un projet analogue.

Au fur et à mesure que les nouveaux horaires projetés sont connus dans les différents secteurs d'Air France, des débrayages se produisent car, bien sûr, ils se traduiraient par une aggravation de nos conditions de travail. Cela a été le cas aux Moteurs, à Roissy comme à Orly, où la direction annonce cinq samedis obligatoires par an et l'extension du travail en équipes. Même chose à l'Informatique sur la zone d'Orly et à Toulouse où un débrayage d'une journée a même été prévu.

La propagande que la direction s'est ingéniée à organiser autour de ses projets, et qui a mobilisé tout son encadrement, n'a pas réussi à nous faire prendre ce recul social pour une «*opération gagnante*» pour nous, comme elle le prétend. Et bien des travailleurs et des militants syndicaux se disent qu'Air France est loin d'avoir gagné cette partie-là.

Certes, les différentes conditions de travail et d'horaires, d'un secteur ou d'un site à l'autre, font que les exigences des travailleurs peuvent être formulées différemment. Mais partout (et on l'a vu encore récemment lors de la grève de nos camarades niçois) est posée la revendication de fond suscitée par ces 35 heures à la sauce Aubry: la création d'emplois en CDI, ne serait-ce que pour obtenir réellement les 6% d'embauches théoriquement prévus par la loi. Et même sur ce terrain, minimum et bien insuffisant, on est bien loin des milliers d'embauches que la direction a le culot de claironner dans la presse. Et cela alors même qu'elle continue à mettre en œuvre ses projets d'externalisation et de suppressions d'emplois dans nombre de secteurs, comme on l'a récemment constaté lors de la grève à l'aéroport de Nice.

Mais, à trop tirer sur la corde, la direction d'Air France aurait intérêt à se méfier. Et cela d'autant plus que beaucoup de travailleurs savent que, pour elle, la fin juin est une date butée pour l'obtention des subventions gouvernementales maximales liées à la réduction du temps de travail façon Aubry.

Correspondant LO

LES TEMPS MODERNES

Des journées de travail de 10 heures sans pause. Sept jours de travail d'affilée. Un week-end libre sur deux.

Mais où donc impose-t-on de telles conditions de travail?

Chez un de ces négriers du bâtiment? Dans une fonderie sous-traitante pour l'automobile?

Non, non, vous n'y êtes pas du tout!

C'est à la déchetterie de Tours (services de la collecte des ordures ménagères).

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Municipaux de Tours

SAMEDI RIEN!

Au Montage D, les chefs demandent des volontaires avec insistance pour faire des heures supplémentaires samedi prochain.

Mais on doit encore compenser deux jours de travail à cause des jours non travaillés en avril (imposés par la direction).

Si on les écoute, on va passer tout l'été à l'usine, 6 jours sur 7!

À part ça, y a pas moyen d'embaucher?

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Française de Mécanique (Douvrin)

35 HEURES SAUCE DIRECTION!

En Tôlerie et au Ferrage, la direction veut faire faire 40 heures à l'équipe 5, dont trois nuits longues de 20h25 à 5h35.

Qu'on se souvienne: la direction disait que, pour ceux qui seraient en équipe 5, cela leur laisserait du temps pour faire ce qu'ils veulent dans la journée.

À part dormir, on ne voit plus très bien ce qui peut être fait d'autre. En tout cas, nous ne voulons plus de ces horaires qui intéressent de moins en moins de monde et qui permettent à la direction de supprimer encore plus de postes!

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Renault Flins Tôlerie

BOSCH-ELM LEBLANC (Drancy, Seine-Saint-Denis)

NON AUX LICENCIEMENTS !

La direction de l'usine ELM-Leblanc, usine appartenant depuis 1996 au groupe Bosch et qui fabrique des chaudières murales à gaz, vient d'annoncer son intention de mettre à la porte 367 personnes, soit le tiers de l'effectif total de l'entreprise.

Depuis longtemps la direction avait annoncé le déménagement prochain d'ELM dans une partie d'une autre usine que possède également le groupe Bosch, l'ancienne usine Bendix, à quelques centaines de mètres d'ELM. Mais c'est beaucoup plus loin, en Turquie, dans une usine que le groupe Bosch vient également de racheter en octobre 1998, que tout un secteur de la production d'ELM, occupant 150 travailleurs, va être transféré.

On le voit, notre patron n'est pas celui d'une petite entreprise en difficulté sur le sort de laquelle Martine Aubry voudrait nous faire pleurer. C'est un trust mondial de 180 000 salariés, qui a affiché un bénéfice de 850 millions de marks, soit près de 3 milliards de francs, pour l'année 1998.

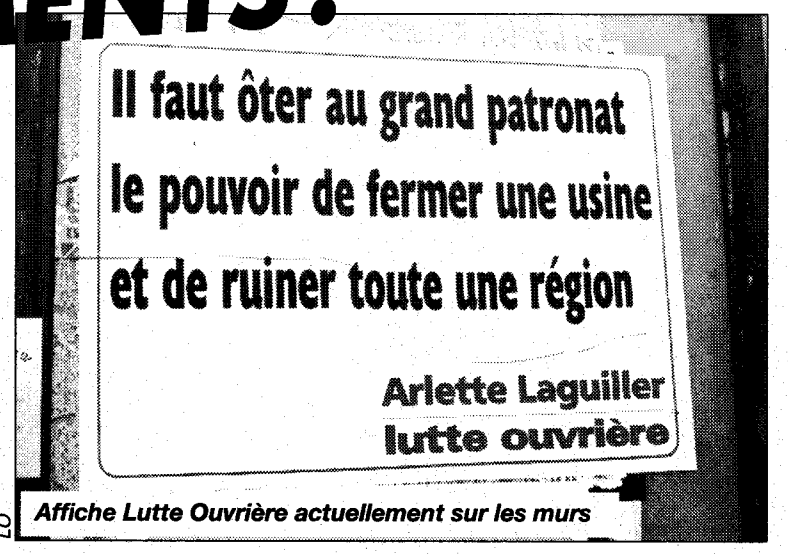
Mais le groupe, justement, a une stratégie mondiale. Déjà dans le passé, il a supprimé à Drancy la production des chauffe-bain, qu'il fait produire au Portugal, dans une autre de ses usines. A Manisa, en Turquie, explique sans vergogne le document de la direction destiné à justifier les licenciements, la main-d'œuvre lui revient à 20,09 F de l'heure, contre un coût total de 132,93 F à Drancy; et les ouvriers turcs travaillent en moyenne 1 992 heures par an contre 1 550 en France.

En rachetant il y a trois ans l'usine ELM, le groupe Bosch s'est taillé en gros un tiers du marché des chaudières et chauffe-eau en France. Son objectif maintenant est de ne plus faire dans l'usine de Drancy que de l'assemblage de composants venant des autres usines du groupe: les corps de chauffe de Turquie, les tableaux électriques d'Allemagne... Tout en conservant pour les chaudières vendues ici le label made in France et la mention «normes françaises», utiles pour faire sa publicité.

La direction avait préparé son coup puisqu'elle avait fait tourner l'usine au maximum depuis plusieurs mois, prenant même un volant de plus de 50 intérimaires pour faire des stocks.

Et Bosch a tout prévu: la direction a aussi annoncé qu'elle entend intégrer ce plan de licenciements dans le cadre des négociations sur les 35 heures. Personne ici n'est dupe de la manœuvre: en prétendant, dans le plan social qu'elle va avoir à présenter, assurer le sauvetage de quelques dizaines d'emplois, la direction pourra toucher les subventions prévues par la loi Aubry, et va essayer d'obtenir par le chantage à l'emploi la signature d'un accord lui permettant d'imposer à ceux qui vont rester plus de flexibilité, l'annualisation du temps de travail, la suppression des pauses, la généralisation des équipes et la baisse des salaires.

Bien entendu, personne ne veut être mangé à cette sauce-là. Dès l'annonce du projet de la direction les discussions ont fusé dans l'usine, et tout le monde est révolté. Beaucoup travaillent dans l'usine depuis 20, 25 ou 30 ans; nombreuses également sont



Affiche Lutte Ouvrière actuellement sur les murs

les familles dont le couple travaille à ELM, et qui risquent ainsi de se retrouver totalement sur la paille. Inutile de dire que depuis l'annonce du plan les cadences ont fortement baissé, surtout dans l'atelier qu'il est prévu de totalement fermer; là, pour tout dire, il ne sort depuis huit jours pratiquement aucune production. Tout le monde passe sa journée à discuter des projets de la direction, et de ce qu'il va falloir faire pour s'y opposer.

Dés le lendemain de l'annonce du projet, le mardi 18 mai, dans les deux parties de l'usine (qui sont sur des sites séparés) des assemblées générales ont réuni tout le personnel. Et le vendredi 21 mai, jour où la direction allait officiellement présenter son projet de réorganisation au Comité d'Entreprise, toute l'usine s'est à nouveau arrêtée, à l'appel de tous les syndicats, et tout le monde s'est retrouvé en assemblée à l'usine principale; après une première assemblée générale, nous sommes restés devant et dans le building de la direction pendant toute la durée du CE pour avoir le compte-rendu et rediscuter.

C'est une première réaction unanime à laquelle la direction, semble-t-il, ne s'attendait pas. Après le long week-end de la Pentecôte, une nouvelle assemblée de toute l'usine a eu lieu mardi 25 mai pour organiser la riposte.

Correspondant L.O.

«BOUGEZ AVEC LA POSTE»

Claude Bourmaud, président de La Poste, et Jean-Paul Bailly, président de la RATP, ont présenté le 17 mai un projet commun qu'ils ont baptisé «Convention de services». Grands consommateurs «d'emplois-jeunes», ils ont décidé, par cet accord, de se les partager au moindre coût.

Depuis déjà plus d'un an, 500 jeunes en Ile-de-France répartissent leur journée de travail entre La Poste et la RATP. Le matin, ils sont hôtes d'accueil derrière une plante verte dans un bureau de poste, l'après-midi «agents d'ambiance» dans un bus!

La Poste et la RATP comptent doubler ce type «d'emploi» d'ici la fin de l'année. Avec une carotte à la clé: ces jeunes engagés pour cinq ans se verront offrir un «avenir dans ces entreprises» grâce à une formation continue.

La Poste a supprimé 20 000 emplois de fonctionnaires ces dernières années et organise, à l'aide de la loi Aubry sur les 35 heures, des horaires de plus en plus contraignants, avec par exemple le travail du samedi non compensé dans tous les services les uns après les autres, pour nous faire tous travailler plus en continuant de supprimer des positions de travail. Ce projet, qui se présente comme très moderne, est dans la droite ligne de cette politique qui est celle de tous les patrons aujourd'hui.

Dans sa publicité, La Poste nous invite à «bouger avec elle». En persévérant ainsi, va-t-elle gagner le gros lot et finir par faire bouger les postiers contre sa politique?

Qui s'en plaindra? Certainement pas les usagers las d'attendre leur courrier et de faire le pied de grue devant les guichets!

Correspondant LO

ÉCHOS DES ENTREPRISES

PAS DE PETITS PROFITS POUR FRANCE TÉLÉCOM

A la manière d'un rentier avide, France Télécom continue de rogner sur tout et de tenter de récupérer trois sous partout où elle peut. Il semble bien que les services gratuits doivent disparaître de France Télécom.

Ainsi, les renseignements internationaux, naguère gratuits quand on appelait d'une cabine, sont devenus payants. Et, bien entendu, si l'on se sert d'une carte 120 unités, cela coûtera moins cher que si l'on utilise une carte 50 unités – déjà désavantageuse à l'achat.

Mais où vont-ils chercher tout ça?

Parallèlement, le service aux usagers devient de plus en plus déplorable.

Avec la suppression de plus de 200 emplois avec les fermetures de Toulouse, Lyon, et la fermeture de ce service à Archives, sans embauche ailleurs, l'attente est de plus en plus longue.

On voit le résultat: les responsables de centres n'hésitent pas à dire aux usagers (qui payent) qu'ils ne peuvent pas répondre à leur demande...

Bref, une façon de récupérer de l'argent sur le dos des usagers sans rendre le moindre service, en aggravant les conditions de travail du personnel. C'est comme cela que la direction veut rentabiliser ce service!

Pas étonnant que, par ailleurs, France Télécom ait demandé à faire partie, comme membre associé, du MEDEF, le nouveau nom de l'ex-CNPF, le syndicat des patrons.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière France Télécom – Paris Archives

RÉEXPÉDITION DU COURRIER: LE RACKET!

À partir de juin, les enveloppes de réexpédition vont être vendues!

La direction présente cela comme une amélioration des «services de proximité».

Faire payer un service gratuit jusque-là, tu parles d'une amélioration!

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* de La Poste - Paris 14

AN 2000: ÇA COMMENCE BIEN!

Par crainte du bogue de l'an 2000, les responsables du service informatique GS1/AI aux Carmes viennent d'avertir qu'on ne pourrait pas prendre de jours de congés entre le 15 décembre 1999 et le 19 janvier 2000.

Puisqu'on nous juge si indispensables, on espère bien avoir des compensations. Sinon, du bogue informatique, on pourrait bien passer au bogue social.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Michelin (Clermont-Ferrand)

28 mai, anniversaire de la fin de la Commune

réédition :

La commune, histoire et souvenirs de Louise Michel

ARC

Louise Michel, sans doute une des militantes les plus connues de la Commune, finit la rédaction de ses souvenirs en 1898. Vingt-cinq ans après les événements, elle fait, avec une passion et un enthousiasme intacts, le récit des années qui précédèrent la Commune, depuis la fondation de la Première Internationale des travailleurs en 1864 jusqu'à la guerre de 1870, puis de la Commune elle-même, et enfin des années de prison et de déportation qui suivirent.

Louise Michel naquit en 1830. Devenue institutrice, elle refusa de prêter serment à l'Empire et ouvrit donc une école libre en 1853. Trois années plus tard, elle vint s'installer à Paris. Elle fréquenta alors les cercles révolutionnaires, rencontra des militants ouvriers, comme Varlin, qui allaient être ceux de la section française de l'Association Internationale des Travailleurs.

Louise Michel raconte par exemple comment, plus d'un an avant la Commune, en janvier 1870, lors de la grande manifestation pour l'enterrement d'un journaliste, Victor Noir, assassiné par le prince Pierre Bonaparte, et qui se transforma en manifestation contre Napoléon III, elle se mêla, déguisée en homme et un poignard caché sous ses habits, aux 100 000 à 200 000 Parisiens dont beaucoup étaient armés et voulaient, selon elle, vraiment en finir avec l'Empire.

Celui-ci cependant ne s'écroula pas ce jour-là. L'année 1870 vit l'éclatement de la guerre, une guerre à laquelle Louise Michel s'opposa, comme beaucoup de militants ouvriers. Après l'intervention des armées de Bismarck, elle devint cependant une partisane de la défense nationale: «*La République seule pouvait délivrer la France de l'invasion*», écrit-elle. Elle raconte les tentatives des blanquistes de proclamer la République et de prendre les armes, boulevard de la Villette, en août 1870.

La nouvelle de la défaite de l'armée de Napoléon III à Sedan entraîna la proclamation de la République le 4 septembre. Les illusions patriotiques ne masquèrent pas les antagonismes de classes. Le récit de Louise Michel nous fait sentir combien le nouveau gouvernement avait peur de la révolution. Elle se jeta dans l'action. Le Paris populaire bouillonnait. Quelques mois plus tard survint la Commune.

Sur celle-ci, le récit fourmille de détails vivants, extraits des journaux, proclamations de l'époque. Louise Michel, comme bien des femmes du peuple, y joua un grand rôle, animant des cours du soir dans une école professionnelle gratuite, participant à divers groupements de femmes, organisant le secours aux blessés et participant même à la défense de Paris, à l'égal des soldats.

Avec le recul de toutes ces dures années, Louise Michel reprocha aux Communards leur excès de générosité, les occasions perdues. A propos de la proclamation de la Commune le 18 mars, alors que presque tous les membres de l'Etat bourgeois et le chef du gouvernement d'alors, Thiers, s'étaient enfuis à Versailles, elle écrivit: «*La victoire était complète, elle eût été durable si dès le lendemain, en masse, on fût parti pour Versailles où le gouvernement s'était enfui... La légalité, le suffrage universel, tous les scrupules de ce genre qui perdent les révolutions entrèrent en ligne comme de coutume.*» Et plus loin, elle ajoutait: «*Il faut pour revivre l'époque entasser les documents, parler la langue de ce passé de 26 années vieux de 1000 ans par les scrupules enfantins des hommes héroïques qui faisaient si bon marché de leur vie*».

Louise Michel connut aussi la répression sanglante de la Commune et elle fait le récit bouleversant de l'hécatombe, et de la cruauté des bourgeois. «*Les créatures hideuses de férocité, vêtues avec luxe, et venant on ne sait d'où, qui insultaient les prisonniers et du bout de leurs ombrelles fouillaient les yeux des morts, apparurent dès les premières rencontres à la suite de l'armée de Versailles.*»

Assommée sur une barricade, elle parvint à s'échapper, mais se livra pour obtenir la libération de sa mère et déclara à ses juges: «*Puisqu'il me semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame ma part. Si vous me laissez libre je ne cesserai de crier vengeance et je demanderai à la vengeance de mes frères les assassins de la commission des grâces... si vous n'êtes pas lâches, tuez-moi.*» Elle tint parole puisqu'après sa déportation, en Nouvelle-Calédonie, puis l'amnistie de 1880, elle continua jusqu'à sa mort à se battre pour ses idées.

La conclusion de ses souvenirs montre un enthousiasme intact pour défendre l'idéal de toute sa vie, une société plus juste. «*Que cela paraisse ou non possible à ceux qui ne veulent pas voir voguer dans nos tourments les premiers rameaux verts arrachés à la rive nouvelle, la désagrégation de la vieille société se hâte*». «*L'heure est venue de l'humanité juste et libre*» écrit-elle pour conclure ses souvenirs, le 20 mai 1898!

Aline RETESSE

La Commune, histoire et souvenirs *de Louise Michel, Ed La Découverte, 375 pages, 75 F.*

Le cri du peuple de Jean Vautrin

Au petit matin du 18 mars 1871 Thiers, qui vient de capituler honteusement devant les Prussiens, veut subrepticement désarmer la Garde Nationale de Paris en s'emparant de ses canons (payés par une souscription populaire) parqués sur les hauteurs de la ville, à Montmartre et à Ménilmontant.

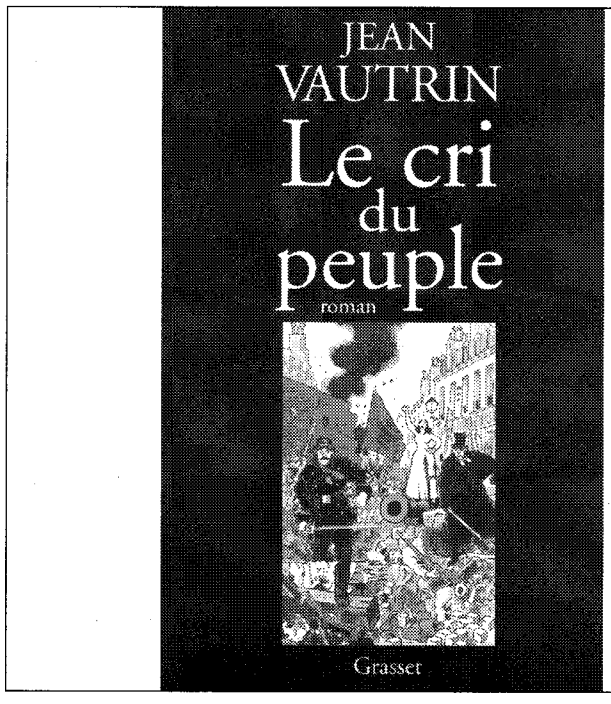
Toute la matinée la foule ameutée enserre la troupe, reprend ses canons et au passage fusille deux généraux.

Thiers s'enfuit à Versailles. La Commune est proclamée. Le drapeau rouge flottera sur l'Hôtel de Ville, jusqu'à l'écrasement du peuple travailleur de Paris par les soudards de Mac-Mahon.

Voilà le décor de ce roman, conçu comme un roman-feuilleton et actuellement publié comme tel dans le quotidien *L'Humanité*. Quant à l'histoire, c'est celle d'un policier, ancien bagnard condamné à tort pour le meurtre de sa bien-aimée, qui veut se venger et la venger. Il soupçonne et pourchasse un fringant capitaine qui déserte puis rallie la Commune, pour les beaux yeux d'une prostituée qui ne demande qu'à s'en sortir. Au passage on croise Louise Michel, Jules Vallès et le peintre Courbet présentés, comme la Commune, avec chaleur et sympathie.

Alain VALLER

Le cri du peuple *de Jean Vautrin, Ed. Grasset, 490 pages, 145 F*



Desperados de Joseph O'Connor

Le roman se situe à Managua, la capitale du Nicaragua, en 1985. Six ans auparavant, le soulèvement dirigé par les sandinistes avait renversé la dictature à la solde de l'impérialisme américain. Au moment du récit, le pays doit faire face à l'offensive des «contras», ces troupes de mercenaires et de réactionnaires soutenues et payées par le même impérialisme.

Dans cette ville où tous souffrent des privations occasionnées par la guerre, Franck et Eleanor Little, un couple séparé, tous deux arrivés d'Irlande, se retrouvent pour se lancer à la recherche de leur fils, John.

En fait, John était arrivé quelques années plus tôt, poussé, comme d'autres jeunes, par un élan de solidarité envers la révolution nicaraguayenne et qui, en participant à un groupe de rock composé de jeunes et de moins jeunes, avait l'illusion de contribuer à soutenir le moral de la population face à la dictature.

Perdu mais généreux et touchant, le couple de ses parents l'est aussi.

En se retrouvant au Nicaragua, Eleanor, Franck et les amis de leur fils connaissent, dans ce pays en guerre, bien des aventures.

Le livre ne donne que quelques indications sur le pays et ce qui s'y passe. Mais on assiste à un des assauts des «contras» qui détruit une ville et son port; on comprend que cette aggression aggrave les maux du sous-développement et les difficultés d'une population qui a à peine de quoi se nourrir.

Plein de pudeur et de dignité, le roman rend une sorte d'hommage à la lutte du peuple nicaraguayen. Il évoque aussi, sans trop s'y attarder, ces jeunes venus pour aider la révolution et qui ne savent ni quoi ni comment faire.

Jean MASSARDIER

Desperados *de Joseph O'Connor, Editions Phébus, 472 pages, 149 F*

Deuxième loi sur les 35 heures

POUR LES PATRONS, LES MILLIARDS S'AJOUTENT AUX MILLIARDS

La deuxième loi sur les 35 heures, actuellement en préparation, prévoit de réduire les charges patronales s'appliquant aux bas salaires, c'est-à-dire ceux qui ne dépassent pas 1,8 fois le Smic. Ce cadeau aux chefs d'entreprise, qui prétend prendre en compte le fait qu'avec la disparition de 4 heures de travail effectif (si on passe de 39 à 35 heures) les patrons ont droit à une compensation, ce sont 25 milliards supplémentaires qui vont être donnés au patronat. Ils s'ajouteront aux 43 milliards d'exonérations existant déjà et qui correspondent au dégrèvement de charges sociales actuellement accordé pour des salaires inférieurs à 1,3 fois le Smic. Additionnées, ces deux exonérations grimpent à 68 milliards de francs. Il devrait s'ajouter encore 40 milliards.

Pour faire avaler la pilule de ce nouveau cadeau au patronat, Martine Aubry avait évoqué la possibilité d'un impôt sur les entreprises très profitables et d'une « écotaxe » sur celles qui sont polluantes. Aussitôt le baron Seillière a protesté au nom du patronat, prétendant que ce projet allait étrangler les entreprises. Une rengaine dont le patronat a l'habitude.

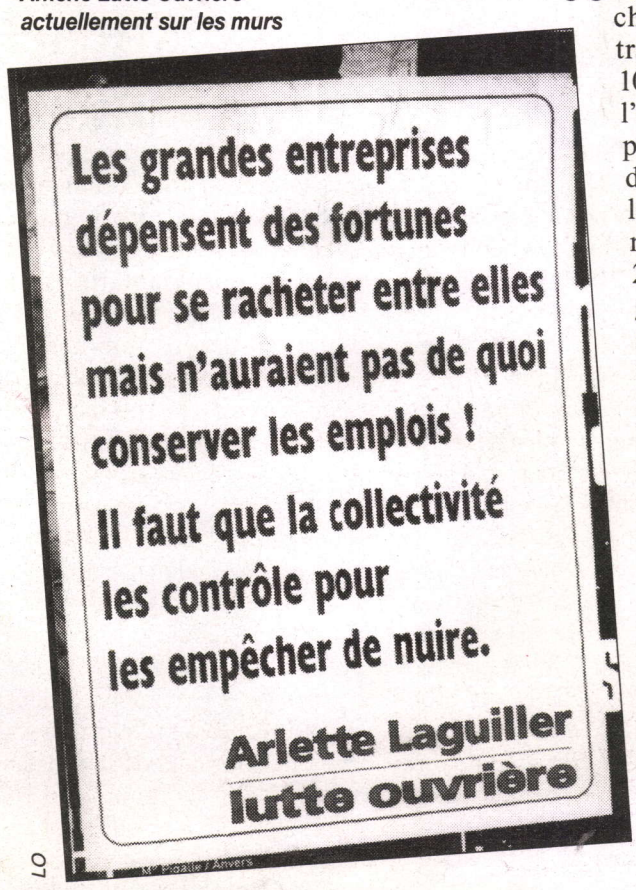
Or, selon la presse, il s'avère maintenant que le cadeau envisagé pour le patronat en matière d'allégement des charges pourrait atteindre en fait près de 110 milliards de francs. Telle serait la somme en jeu d'ici 2003 pour que le passage aux 35 heures ne pèse pas trop lourd sur les épaules du patronat.

Aux 68 milliards évoqués plus haut s'ajouteraient en effet 40 milliards d'aides aux 35 heures, sous la forme d'un allégement de charges de 4000 ou 5000 F par an et par salarié. Et, pour financer ce nouveau cadeau, la Sécurité sociale et surtout l'Unedic, le régime d'assurance-chômage, pourraient bien être mis à contribution.

Martine Aubry, qui fait mine de ne pas comprendre pourquoi le patronat en demande encore plus, souligne que les allégements offerts par Juppé représentaient 12,6 % du coût du Smic, tandis que les cadeaux du gouvernement de la gauche plurielle représentent 26 % de ce même coût. Juppé a arrosé les patrons et Jospin l'a fait deux fois plus.

Pour trouver un premier financement de 15 milliards, le gouvernement envisage de ne pas prendre en charge le remboursement de la dette de l'Unedic. L'Etat s'était engagé à prendre à sa charge une tranche de 10 milliards à l'automne prochain et de 5 milliards en novembre 2002. Si le gouvernement fait ce choix, le fardeau de la dette de l'Unedic n'en retombera que plus lourdement sur les épaules des travailleurs et des chômeurs, tandis que le patronat empochera 110 milliards de francs. Mais, soyons-en sûrs, cela ne l'empêchera pas de continuer de maugréer que les charges l'étranglent.

Affiche Lutte Ouvrière actuellement sur les murs



Les travailleurs en activité sont loin de savoir à quelle sauce ils seront mangés dans le cadre de la seconde loi des 35 heures. Les chômeurs, à qui ont fait miroiter que peut-être cette nouvelle loi permettra de créer des emplois, ont toutes les raisons de rester méfiants. Il y a trop longtemps en effet qu'on voit que ces dispositifs d'aide au patronat ne servent pas à cela mais d'abord à rendre la main-d'œuvre existante moins coûteuse au patronat. D'ailleurs, dans ce nouveau dispositif, il suffira de substituer aux salariés considérés comme trop payés des salariés payés moins de 1,8 fois le Smic pour pouvoir empocher ces aides ; ou encore d'évoquer un plan social, puis de réduire le nombre de suppressions d'emplois envisagées pour passer là encore à la caisse, en invoquant des emplois prétendument sauvés !

Les ficelles ne manquent pas pour satisfaire le patronat. Le plus fort est que, avant même que la nouvelle loi sur les 35 heures soit adoptée, le seul qui ait déjà reçu des garanties est justement le patronat, assuré d'empocher 110 milliards !

J.F.

L'affaire Elf :

MILLIARDS ENVOLÉS ET LICENCIEMENTS PROGRAMMÉS

L'enquête en cours sur la « *gestion déloyale et le blanchiment d'argent* » ainsi que sur les fonds soustraits au groupe Elf entre 1989 et 1993, à l'époque où Loïk Le Floch-Prigent en était le PDG, estime à pas moins de 2 milliards de francs les sommes disparues.

Ces deux milliards n'ont évidemment pas été perdus pour tout le monde. En s'efforçant de les suivre à la trace, à travers le dédale des comptes numérotés, anonymes, ouverts sous des noms de code dans diverses banques suisses, les enquêteurs ont pu identifier certains bénéficiaires du gâteau, parmi lesquels arrivent en bonne place d'anciens dirigeants d'Elf, tous proches de Loïk Le Floch-Prigent. Celui-ci arrosait visiblement au passage des membres de sa famille et certains hommes politiques dont il avait besoin…

Si Le Floch-Prigent continue de se déclarer innocent comme l'enfant qui vient de naître du détournement des sommes incriminées, les juges trouvent, eux, matière à constater qu'il a « *abusé de la position qui était la sienne […] pour poursuivre un but d'enrichissement personnel et de ses amis* ». Ainsi, via son bras droit Alfred Sirven, expert pour mettre au point des circuits financiers d'une habile complexité, les juges ont réussi à démêler quelques-uns des labyrinthes bancaires grâce auxquels des sommes rondelettes venaient enrichir les copains et les coquins. Alfred Sirven disposait ainsi d'au moins vingt comptes bancaires en Suisse, via lesquels il distribuait discrètement la manne à l'ex-épouse de Le Floch-Prigent, à Bidermann, à une société panaméenne qui fournissait du personnel d'entretien pour la résidence en Normandie du PDG d'Elf. A travers une filiale d'Elf, Elf- Aquitaine International, dirigée elle aussi par Sirven, des sommes alimentaient généreusement le magazine mitterrandiste *Globe-Hebdo*, les comptes de Christine Deviers-Joncour, compagne d'alors de Roland Dumas, ou encore ceux de l'ancien ministre RPR Jean-Jacques de Peretti, des proches de Charles Pasqua, des amis de François Mitterrand, dont Laurent Raillard, son radiologue et partenaire de golf favori.

Entre 1989 et 1993, à l'époque donc où Sirven et compagnie, sous la direction de Le Floch-Prigent, organisaient les prélèvements dans la caisse d'Elf pour des objectifs très peu pétroliers, le groupe était encore sous le contrôle de l'Etat, qui détenait 51 % du capital. Tout comme au cours des années 1976 à 1979, lorsque sous la direction d'Albin Chalandon, et avec la bénédiction de Giscard d'Estaing, l'affaire scandaleuse des « avions renifleurs » (censés permettre la détection aérienne des nappes pétrolières) s'était traduite par la disparition d'un milliard de francs sur des comptes suisses, englouti dans des sociétés de recherche bidon, servant avant tout à arroser généreusement hommes d'affaires et politiciens.

Sous la direction de Le Floch-Prigent, ce n'est plus un mais deux milliards qui auraient été détournés des caisses d'Elf pour enrichir ses dirigeants, les hommes d'affaires véreux qui gravitaient autour et les politiciens complaisants, utiles pour les protéger ou les introduire auprès, par exemple, des dictateurs de pays africains, riches en pétrole, et s'assurer leurs marchés. On peut ainsi constater combien, même dans une société nationalisée, à l'abri de l'Etat et du ministère de tutelle, les aigrefins, dirigeants corrompus et hommes d'affaires experts en détournements de fonds peuvent prospérer et se servir.

Aujourd'hui, le groupe Elf est privatisé et son PDG actuel, Philippe Jaffré, se félicite d'avoir fait 3,5 milliards de profits, qu'il entend même doubler en cinq ans au prix de… 2 000 suppressions d'emplois. Pendant que ceux qui dirigent cette société s'enrichissent par tous les bouts, légalement et illégalement, ce sont les travailleurs qu'ils font payer au nom de la concurrence et de la « compétitivité » !

Lucienne PLAIN